

Construisons Demain

Recueil de contributions

L'ensemble de ces contributions ont été recueillies via la page <http://christophegeourjon.fr/construisons-demain/>.

Toutes les contributions sont retranscrites dans leurs versions originales, sans modifications ni sélection, et reflètent que l'opinion de leurs auteurs.

En effet, en tant qu' élu local, j'ai tenu à donner un espace d'expression libre dans le cadre du Grand débat initié par le gouvernement. La retranscription que je transmets aux responsables de notre pays est un panorama des avis des citoyens français. Ces prises de parole ne m'engagent pas personnellement.

Le questionnaire en ligne est constitué en 3 points :

1. Quelles réformes pensez-vous prioritaires pour améliorer l'état actuel de notre société ?
2. D'après vous, quels sont les atouts de la France ?
3. Quelles sont vos doléances ?

Ce questionnaire respecte l'utilisation des données personnelles énoncée par le RGPD.



Nom : Christophe Geourjon

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7^{ème}

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

La rénovation de la vie publique et des pratiques politiques est aujourd'hui une priorité. Afin de revitaliser notre démocratie, je propose la mise en place de la participation citoyenne dans les hémicycles délibératifs de toutes les collectivités locales.

Concrètement, en plus des conseillers élus au suffrage universel, chaque collectivité locale compterait 10% de sièges citoyens. L'objectif est à la fois d'associer des citoyens aux débats et aux décisions, mais aussi d'apporter un regard neuf dans les conseils. Cette désignation devrait permettre de sortir les élus du « entre-soi » et de répondre précisément aux problématiques de proximité.

Ces citoyens seraient tirés au sort sur la liste électorale, sous le même principe que pour la constitution des jurys d'assises, mais avec la liberté de décliner cette responsabilité. Ils bénéficieront d'une brève formation sur le mode de fonctionnement de nos institutions et sur les principaux domaines d'intervention de la collectivité (de la même manière que pour les nouveaux élus).

Enfin, ces électeurs désignés doivent demeurer indépendants, et ne pourront donc pas appartenir aux mêmes groupes politiques que les élus issus du suffrage universel.

Il y a 8 ans, au Conseil Municipal de Lyon, je me suis battu pour que la Ville de Lyon mette en place des mesures pour éviter les situations de conflits d'intérêts. Plus récemment, en 2017 j'avais mis en place un conseil de circonscription.



Nom : Maurice

Votre commune ou arrondissement :

Les atouts de la France :

- Une population globalement bien formée, inventive, capable de prendre des initiatives.
- Un territoire varié, bien équipé en infrastructures routières et ferroviaires.
- Un tissu de PME performantes et innovantes.
- Un marché intérieur important.
- Des structures sociales et médicales de qualité.
- Une démocratie, qui malgré quelques soubresauts, fonctionne bien.
- Un pays où globalement, il fait bon vivre.

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Revenir progressivement vers un budget de l'État en équilibre.(réduction du train de vie)
- Réduire le nombre de députés et de sénateurs
- Décentraliser certaines décisions (par exemple le 80km/h sur les routes qui illustre parfaitement la bêtise de nos hommes politiques), et donner plus de pouvoirs aux autorités locales.
- Réduire la charge fiscale des Français qui est bien trop lourde et devient insupportable.
- Maîtriser l'immigration et la réduire en fonction des besoins du pays.
- Supprimer les zones de "non droit" dans certaines banlieues, et faire respecter les lois de la République.
- Réussir la réforme des retraites afin que chacun bénéficie des mêmes conditions cotisations/retraite.
- Simplifier sans cesse notre administration et les normes en tous genres.
- Réenchanter la France!

Votre doléance :

- Arrêter d'inventer toujours de nouvelles taxes! (à chaque problème, une nouvelle taxe!!!)
- Qu'on nous laisse vivre, et qu'on arrête de tout vouloir réglementer!
- Plus de justice fiscale en arrêtant de "matraquer" les classes moyennes supérieures.
- Plus de pouvoirs aux autorités locales (décentralisation).



Nom : Jacques

Votre commune ou arrondissement : Lyon

DOLÉANCES :

1. Impôts, dépenses et action publique

- Tout revenu doit être imposable au 1^{er} Euro
 - Avec des tranches progressives
 - Tout revenus = revenu des dividendes, du travail, des prestations sociales (mesure d'égalité)
- Disparition des niches fiscales (tous égaux devant l'impôt)
- Parole de l'État respectée, lois fiscales rétroactives prohibées (on ne change pas les règles du jeu en cours d'exercice)
- Revoir tout le financement public de la formation professionnelle
 - Ne doit plus servir pour renflouer des Organisations Professionnelles
 - doit s'adresser en priorité aux demandeurs d'emploi en reconversion
 - être géré directement par les Conseils régionaux
 - suppression des services de la DGFP (niveau ministériel et préfectoral)
 - formation qualifiante et développement de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
 - contrôle de l'efficacité de la formation qualifiante
 - adaptation aux besoins de l'économie
 - taux de placement en entreprise
 - Respects de référentiels métiers et qualité de la formation (Cf. AFPA, GRETA)
- Organisation du financement des formations professionnelles en entreprise
 - À la charge des entreprises
 - Par mutualisation (organismes mutualisâtes de la formation)
 - par branche professionnelle
 - droits des salariés à la formation
 - négociation avec les partenaires sociaux
 - Contribution des fonds publics si plan de licenciement collectif ou de modernisation d'une branche professionnelle
- Revoir en priorité calcul des impôts :
 - Rétablir un barème de l'IRPP supportable pour les classes moyennes
 - clarifier les bases d'imposition de la Taxe foncière (et d'habitation si elle devait perdurer)
 - revoir la TIPP par la fixation d'un prix fixe des carburants à la pompe
 - TIPP en hausse lorsque le prix du brut est à la baisse
 - TIPP en baisse quand le prix du brut est à la hausse
 - relever les tranches de calcul des droits de succession en les indexant à l'indice du prix à la construction
 - maintenir la taxe carbone si généralisation de cette taxe au moins au niveau européen
- Revoir la loi sur l'intéressement aux résultats sur la base des 3/3

- Distribution d'un intéressement aux salariés (1/3 des résultats nets)
 - Affectation des 2/3 restants
 - o 1/3 maximum aux actionnaires
 - o 1/3 ou plus sur les capitaux propres ou investissements
 - Pour plus de justice sociale, intégrer dans le dispositif de cette loi, les salariés du secteur associatif qui n'ont aucun intéressement (puisque pas de bénéfice), quand bien même l'association dégage un résultat positif
- Diminution des prestations sociales à des publics non citoyens français
 - coût de la CMU
 - aides aux financements des logements pour des immigrés clandestins
 - accélération des procédures de retour au pays

2. L'organisation de l'État et des collectivités publiques

• Cour des Comptes

Le rapport annuel de la Cour des Comptes sur les dysfonctionnements des services publics propose des préconisations. Un suivi devrait vérifier si ces préconisations ont été mises en œuvre. En cas de récurrence du dysfonctionnement, la Cour des Comptes doit en référer à la Justice afin de sanctionner les auteurs de ces abus.

Tout citoyen (ou association représentative de citoyens) doit pouvoir alerter, avec documents à l'appui, la Cour des Comptes sur des pratiques financières (ou autres) douteuses, relevant du champ de compétences de la Cour des Comptes, tant au niveau national que régional.

• Désendettement de l'État

Comme toute entreprise bien gérée, l'État doit s'engager sur un plan de désendettement pluriannuel. Ce plan, une fois voté, engage l'État comme il est engagé dans la rémunération des fonctionnaires ou de ses fournisseurs.

Le Ministre des Finances doit rendre compte périodiquement de la situation de notre pays au regard du plan de désendettement.

• Comités « Théodule »

Bien des citoyens considèrent ces Comités comme des bases de repli d'anciens élus ou fonctionnaires d'État. Un « nettoyage » doit être fait en tenant compte de leur pertinence. Enfin, les rémunérations des membres doivent être en rapport avec les salaires du privé.

• Financement public d'une étude

Toute étude concernant le fonctionnement de l'État, des services publics, des assemblées d'élus, faisant l'objet d'une commande par les services publics et financée par l'argent public, doit être accessible aux citoyens contribuables.

• Accélération des procédures d'entrée des migrants autorisés

Mise en place dans les consulats et ambassades de France, de services chargés de vérifier l'acceptabilité des migrants et s'assurer en relation avec les organismes situés en métropole, d'un accueil digne en France (transport, hébergement, ressources, aides sociales)

3. La transition écologique

- **Production nucléaire**

Ne pas diminuer notre production nucléaire, maintenir nos centrales nucléaires et progresser dans la recherche et l'installation de nouvelles technologies peu polluantes et rentables

- **Aide à l'amélioration de l'habitat**

Accompagner par des financements publics l'amélioration de l'habitat (isolation, chauffage) pour les familles n'étant pas imposables dans des tranches supérieures (moins 5000 € / mois pour un couple). Le financement peut être dégressif.

- **Voitures diesel**

Autoriser les véhicules diesel de dernière génération, moins polluantes que beaucoup de voiture à l'essence.

Proposer des emprunts à taux zéro pour tout changement de véhicule nécessité par la transition écologique.

- **Déplacements urbains**

Accompagner les communautés de communes, métropoles... dans la gratuité des transports en commun afin de désengorger la circulation dans les centres ville.

- **Renforcement des lois concernant la dégradation des espaces et matériels publics** (casse, tags, vols,). Mise en place des Travaux d'Intérêt Général pour les auteurs de ces incivilités, travaux en rapport avec la réparation de ces incivilités.

4. La démocratie et la citoyenneté et justice sociale

- **Fonctionnement des assemblées d'élus**

Interdiction, pour toute assemblée élue, de voter le montant de leurs propres indemnités et défraiements.

Toute assemblée d'élus (notamment le Sénat) se doit d'être contrôlée par la Cour des Comptes.

Mettre en place des instruments de mesure des activités des élus (présence en assemblée, en travaux préparatoires, interventions orales ou écrites) permettant de d'évaluer leur degré d'implication, et par là même, le montant de leurs indemnités

- **Proportionnalité**

Prendre en compte la proportionnalité dans les élections législatives pour 1/3 des élus.

- **Vote blanc**

Le vote blanc est une expression de citoyens qui ont fait l'effort de se déplacer. Il doit donc être pris en compte dans le total des votes exprimés, pour toute élection ou consultation.

- **Dépôt de candidatures**

Toute personne ayant subi une ou plusieurs condamnation(s) ne peut être éligible. Il conserve cependant son droit d'électeur.

- **Électeur**

Ne peut-être électeur que des personnes françaises (ou européennes si élections européennes ou municipales),

- **Agression des représentants de l'État**

Vote d'une loi plus sévère si agression des fonctionnaires de police, gendarmerie, pompiers, militaires, tous représentants de l'Etat ou élu.

- **Retraite**

La retraite n'est pas une aide sociale de l'Etat, elle a été constituée par des cotisations salariales et patronales, basées sur le travail. Il y a un engagement pris par les caisses de retraite C'est une assurance qui doit être payée comme tout assureur doit le faire. Par ailleurs, le retraité n'est pas une catégorie qu'il faut montrer du doigt, il a travaillé, financé la retraite de ses anciens et l'éducation de ses enfants. La retraite ne doit pas être amputée de taxes supplémentaires, et indexée au coût de la vie, comme c'était prévu.

- Régimes de retraite

Il y aurait une justice sociale à ce que toute personne acquiert les mêmes droits à la retraite pour un euro cotisé

- Elèves et discipline à l'école

Si un élève persiste dans un comportement inadéquat avec une vie scolaire ou par son absentéisme, l'établissement devra, après avertissement, en informer les parents et éventuellement les accompagner dans la réinsertion sociale de l'élève. Cependant, si les parents ne s'impliquent pas suffisamment dans cette démarche, les prestations sociales pourraient leur être soit diminuées ou soit supprimées.

- Justice, mission régalienne de l'État

Les moyens de la Justice doivent être privilégiés, pour une plus grande rapidité des procédures, Nécessité de doter les tribunaux de personnel et d'équipement informatiques. Il est anormal d'attendre 3 ou 4 ans le jugement d'une affaire relativement simple (prud'homme, Instance ou appel).

La construction de places de prison est urgente, elles sont dans de nombreux cas indignes de notre pays.

Développer les peines de substitution, notamment les Travaux d'Intérêt Général

Trop souvent, il arrive que des citoyens soient choqués par la manière dont certains fonctionnaires de justice agissent dans la conduite de procédures ou dans les décisions de jugement (affaire Outreau par exemple). Pourrait-on débattre pour instituer une instance indépendante représentative des citoyens (élus, citoyens), garante de l'impartialité du fonctionnement de la Justice saisie en cas

Rappelons que la Justice est rendue au nom du peuple français, et qu'associer plus souvent des citoyens aux magistrats professionnels lors de délibérations judiciaires, serait souhaitable.



Nom : Nicolas-Denis

Votre commune ou arrondissement : Lyon 6e

Les atouts de la France :

- son esprit d'innovation,
- ses entreprises,
- son universalité

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Réforme de l'Etat (nombre de parlementaires, suppression des conseils départementaux au profit de la région...);
- Réforme de la fiscalité (harmonisation fiscale européenne, durée d'une politique fiscale...)

Votre doléance :

- Réforme des parlementaires (nombre (201 députés et 101 sénateurs seulement), supprimer l'échelon département au profit de la région),
- Réforme de la politique fiscale (rôle de sanction de la Cour des comptes, examination des dépenses avant les recettes pour amener le déficit public à 0, une politique sur le long terme pas sur un an),
- rendre légal le référendum local et permettre une initiative citoyenne pour cela(0,1% de la population par exemple),
- le service citoyen universel pour tous et toutes à l'issue du bac,
- l'obligation d'implication de la transition énergétique et écologique dans les décisions politiques



Nom : Patrick

Votre commune ou arrondissement :

Les atouts de la France :

- Tant qu'elle sera gouvernée par des profiteurs incompétent ne pensant qu'a leurs intérêts et leur carrière aucuns Atouts

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- reformer le parlement le senat et tout le systeme de region canton departement metropoles etc...
- reformer l'islamisation à outrance du pays
- diminuer le nombres de ministères et surtout abaisser le train de vie luxueux de ces derniers ainsi que l'élysée et matignon

Votre doléance :

- faire en sorte que tous les citoyens soient représentés proportionnellement dans les assemblées et surtout évincer tous les incompétents payés à prix d'or qui profitent de ce système qu'ils on mit en place au fil des années



Nom : Loïc

Votre commune ou arrondissement :

Les atouts de la France :

- Son savoir faire,
- son système éducatif
- sa position géographique

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- La destruction de la politique représentative national par l'intégration d'un RIC

Votre doléance :

- Démission de notre présidence
- Dissolution de l'assemblée et du sénat
- L'arrêt définitif du système représentatif hors international.
- Mise en place d'une démocratie (RIC national)
- Sorti de l'UE



Nom : Yvon

Votre commune ou arrondissement :

Les atouts de la France :

- les meilleurs ouvriers du monde

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- la baisse des dépenses publiques
- la protection de l'europe sur le plan humanitaire

Votre doléance :

- trop d'impôts et de taxes sur le plan national
- un matraquage fiscale lyonnais



Nom : Najib

Votre commune ou arrondissement :

Les atouts de la France :

- Le peuple

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Partage des richesses

Votre doléance :

- rapprochement avec les citoyens pour mieux les comprendre.



Nom : Danielle

Votre commune ou arrondissement : Lyon 5

Les atouts de la France :

- La liberté
- les lois pour bien vivre (ex sécurité sociale etc)

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- réformer la loi sur la transmission du patrimoine aux enfants
- Supprimer les droits de succession

Votre doléance :

- Arrêter de solliciter sans arrêt la classe moyenne
- faire en sorte d'augmenter les retraites surtout celles qui sont limitées des avantages donnés par le président.



Nom : NC

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- service public - la santé pour tous,
- l'éducation

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- La retraite - pour plus de justice + égalité

Votre doléance :

- Organismes de formation professionnelle - Obligation Datadock 2016 (2 mois de travail avec des interlocuteurs suffisants) et maintenant la certification à l'horizon ; pour les petites structures c'est très compliqué. On privilégie clairement les grosses structures.

Colère, colère, colère et RAS-LE-BOL !!!! Vive les grosses structures, la vie, la paperasse et les formulaires sont organisés pour eux.



Nom : Monique

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- Sa situation géographique
- Ses compétences

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Diminuer les dépenses de l'état
- Contrôler l'immigration clandestine
- Mieux rémunérer le travail et diminuer l'assistanat

Votre doléance :

- revalorisation des retraites



Nom : NC

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- la liberté ,
- sa générosité ,

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- limiter l'immigration ,
- stopper les aides abusives ,
- supprimer les droits de succession,
- baisser le coût des maisons de retraite

Votre doléance :

- trop de migrants ,
- pas assez de sévérité envers ceux qui ne respectent pas les lois du pays,
- ne pas pouvoir transmettre à ses enfants le fruit de notre travail , supprimer les frais de succession,
- arrêter de solliciter toujours la classe moyenne et les retraités,
- supprimer les versements aux anciens ministres ,présidents ,
- baisser le salaire des députés et sénateurs



Nom : Jean-Michel et Laurent, Avocats

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Nous appartenons à cette catégorie d'entrepreneurs qui n'a pas eu la chance d'hériter d'un capital mais qui par leur effort sur 20 ans et plus, ont réussi à créer leur propre emploi libéral ainsi que celui de leur personnel salarié.

Cette catégorie ne bloque pas sur les ronds-points, elle ne casse pas les vitrines des petits commerçants, elle ne défie pas les forces de l'Ordre, elle respecte les institutions de la République, et elle a été tout particulièrement mise à contribution pour financer les services publics depuis la crise de 2008.

Loin de nous associer à la critique stérile ainsi qu'à la violence ambiante dangereuse pour notre démocratie, nous vous écrivons pour vous faire des propositions que nous estimons constructive afin de participer au redressement de l'économie de notre pays.

En effet, la critique est aisée, construire dans le sens de l'intérêt général est une tâche nettement plus difficile.

« Ab Jove principium », l'emploi et l'environnement sont au cœur du projet présidentiel.

A ce sujet, nous avons dressé une courte liste de propositions qui nous paraissent refléter à la fois les souhaits d'une grande partie des professions indépendantes, mais également l'intérêt général du pays.

I - Notre diagnostic (Absit reverentia vero) :

Notre commerce extérieur demeure structurellement déficitaire malgré des secteurs porteurs comme l'aéronautique, le luxe (mais pour combien de temps encore ?)

Tant la France que l'Europe se sont montrées trop naïves face à l'appétit économique de l'Amérique et de la Chine.

Les règles fiscales existantes privilégient les multinationales, et cela au détriment des petites entreprises qui pourtant constituent le premier vivier des emplois en France. Or les grandes entreprises ont besoin des petites entreprises pour la sous-traitance, mais aussi pour leur inventivité et leur capacité à prendre des risques ...

Ce sont les classes moyennes supérieures (hors les 1 % les plus riches), qui supportent de plus en plus le poids fiscal et social du financement de l'ensemble de la société, ce qui à terme ne sera plus supportable.

- Trop de charges pèsent sur les TPE et PME, par ailleurs les récentes baisses de charges ne sont pas réparties de manière très judicieuses.

Elles devraient être davantage orientées vers les TPE ou PME.

En saupoudrant la baisse des charges sur un large éventail de catégorie salariale, y compris pour des cadres très qualifiés, et au profit de e multinationales, le dispositif perd de son efficacité.

- Il existe peu de contraintes environnementales sur les produits importés qui ne respectent pas toujours les normes sociales de production.

- Des agriculteurs modestes ne vivent plus correctement de leur travail. Les exploitations « bio » ne sont pas suffisamment récompensées de leurs efforts. Ainsi les exploitations « AB » attendent pendant plusieurs années le versement de leur crédit d'impôt. Par ailleurs, la quantité de produits phytosanitaires utilisés n'a toujours pas diminué en France et il sera impossible de faire disparaître le glyphosate en moins de trois ans.... Il faut donc réagir !

II - Nos propositions :

- Connaître le vrai prix des services publics.
Il convient d'afficher le prix réel des prestations de services publics. Qui s'agisse des prestations des hôpitaux, les transports en commun, etc. Par exemple on peut indiquer sur un ticket de train de bus ou de métro, le coût réel à l'unité.
- Redéfinir la base d'imposition des multinationales qui usent et abusent des paradis fiscaux.
- Mettre en place une présomption inversée sur les prix de transfert.
Ce sera à la multinationale de prouver que le prix de transfert est justifié, imposition en France par principe.
- Supprimer la notion d'établissement stable communément retenue pour les GAFAs et prestations internet : l'entreprise qui vend en France est présumée avoir son « ES » en France, elle sera donc taxable en France, idem pour les prestations des artistes sur le territoire français, etc...
- Mettre en place un impôt sur les sociétés additionnel dont le taux reste à définir sur les multinationales étrangères et/ou françaises qui ont une filiale ou une société mère située dans un paradis fiscal (ou qui ne veulent pas déclarer leurs participations).
- Avec les 2/3 des ressources dégagées financer la baisse des impôts, d'abord en commençant par la base : les TPE, les PME (petits commerçants artisans, médecins libéraux, entreprises industrielles...) qui sont les premiers employeurs en France, et conserver le tiers restant pour faire baisser la charge de la dette de la France.
- Financer la conversion écologique avec la PAC, le bonus-malus, la TVA écologique et sociale :
 - Pour financer la conversion écologique et la baisse des charges sociales des entreprises, il serait opportun de créer enfin une TVA sociale et environnementale d'un taux de 1 à 2 % maximum, permettant de réduire l'ensemble des charges sociales et la transition environnementale, ce qui permettra par ailleurs de baisser la CSG / CRDS, devenue très impopulaire, notamment chez les retraités...
 - La Politique agricole commune finance actuellement essentiellement les grandes exploitations de l'agriculture « conventionnelle » polluante et épuisant les sols : elle doit être réorientée et financer la conversion vers l'agriculture raisonnée et/ou biologique.
 - Créer un bonus-malus sur l'usage des produits phytosanitaires. Ceux qui en utilisent le moins, doivent payer moins d'impôts, ce qui en utilisent le plus paieront davantage d'impôts.
 - Appliquer le principe d'affectation écologique des taxes sur l'énergie, le pétrole l'essence (TIPP) sans augmenter cette taxe sur les produits pétroliers, et l'affecter intégralement à la transition écologique énergétique. Il est tout à fait possible de prévoir des dérogations au principe de l'universalité budgétaire (certains pays européens l'ont déjà fait).
 - Instituer (enfin) une véritable taxe pour les véhicules poids-lourds étrangers qui usent et abusent du réseau français en transit. Ces derniers, en effet, ne payent pas le juste prix de nos infrastructures. Il existe depuis longtemps un système de péage en Suisse et en Autriche.

- Mieux défendre nos intérêts dans les échanges commerciaux :
Appliquer strictement la clause de sauvegarde environnementale de nos traités commerciaux : à défaut de respect d'un socle de droits sociaux et du respect des règles environnementales, il faut appliquer unilatéralement des taxes sur les produits importés qui ne respectent pas les normes environnementales, sociales etc. Il faut en finir avec l'angélisme économique, l'économie est aussi un rapport de force.
- Se donner les moyens de faire de réelles économies :
 - Rendre les propositions de réduction des gaspillages contenues dans le rapport annuel de la Cour des comptes réellement contraignantes, avec un vote obligatoire devant le Parlement chaque année.
 - Appliquer des pénalités aux personnes publiques ou para publiques qui ne respectent pas les préconisations de la cour des comptes en matière d'efficacité ou de réduction des coûts de fonctionnement, sauf motivation soumise à contrôle externe.
- Pour encourager les PME - TPE :
 - Organiser la mise en place d'une vraie plate-forme de e-commerce pour l'ensemble des petits commerces indépendants de France, en s'appuyant notamment sur les chambres de commerce et la logistique de la Poste. Cela afin d'éviter la chute du petit commerce/artisanat local qui est vital pour les territoires ruraux.
 - baisser le taux de CSG/CRDS actuellement fixé à 17,2 % (fixation d'un taux réduit) sur les revenus fonciers issus de locaux achetés par des entrepreneurs et ayant une affectation professionnelle, et plus largement de l'impôt payé sur ce type de locaux ; locaux dans laquelle est exercé l'activité professionnelle de l'entrepreneur : une partie de cet argent actuellement affectée à l'impôt et, donc économisée, pouvant être réinvestie dans l'entreprise, permettant ainsi de dégager des fonds propres.
Si les locaux affectés à l'exercice professionnelle d'une entreprise sont retirés de l'assiette de l'ISF (et de l'IFI), on comprend mal pourquoi de tels locaux ne sont pas également écartés de l'assiette de la CSG, puisque servant une activité professionnelle
- Pour lutter contre l'isolement des personnes au chômage de longue durée
 - Créer une prime civique pour un travail d'utilité générale ponctuel de courte durée une ou deux heures (opération de nettoyage, à caractère environnemental, ou aide aux plus âgés). Exonérée d'impôts et de charges sociales, elle serait ouverte aux personnes au chômage en priorité. Elle serait le pendant de la prime d'activité pour ceux qui ne travaillent pas encore, avec une contrepartie sociale ou environnementale.

Des idées, la France n'en manque pas, du courage, il en faut pour les mettre en œuvre...

Nous restons à votre disposition pour nous entretenir avec vous de ces propositions et de la situation de notre secteur économique.



Nom : Corinne

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7e

Les atouts de la France :

- quelques paysages somptueux –
- architecture - art culture - gastronomie - mode - luxe –
- situation géographique –
- puissance économique

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- "dégraisser le mammoth",
- réformer le statut des fonctionnaires réduire ou supprimer les postes à double emploi ou inutiles –
- simplifier les démarches administratives (virtuel ET en guichets) –
- simplifier le droit du travail pour réduire la peur d'embaucher ! –
- gratuité des transports en commun pour tous (inclure un forfait dans les impôts) & développer les infrastructures –
- promouvoir actuellement les relations "génération Y/seniors" pour rompre l'isolement,
- apprendre de l'autre... –
- remettre l'éducation civique à l'école pour rappeler les valeurs...

Votre doléance :

- stabiliser les comptes publics –
- améliorer le pouvoir d'achat (se nourrir est excessivement cher) –
- déplacements urbains gratuits – f
- faciliter davantage (respecter) la vie de nos anciens –
- ne plus tolérer le tout permis (casseurs non sanctionnés...) –
- ne pas faire fuir les investisseurs par une fiscalité lourde –
- promouvoir la création d'emplois –
- gratuité de musées aux écoles -...



Nom : Maxime

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7e

Les atouts de la France :

- Notre intelligence collective

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Citoyenneté et accessibilité je suis sourd et exclus de tout les débat..

Votre doléance :

- Faire avancer mon projet www.scriobvox.ovh auprès des universités hôpitaux lieu public conférence et conseil d'administration ou municipal bref faire en sorte que les 10 % de la population oublier ne le soient plus .



Nom : Yves

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- des institutions stables;
- un système solidaire unique dans le monde qu'il faut absolument préserver;
- une richesse collective, culturelle, économique et historique;
- savoir se remettre en question et rebondir

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Une meilleure répartition des richesses me semble indispensable, il est normal que ceux qui le méritent gagnent beaucoup d'argent mais il faut garder des proportions raisonnables.
- Une deuxième mesure est également indispensable : améliorer l'efficacité des dépenses de l'état, mesurer cette efficacité et les résultats de ces dépenses, faire "la chasse aux gaspis" (quand on voit que les résultats de la Cours des comptes ne sont jamais utilisés, c'est juste scandaleux),
- mettre fin aux pression des lobbies qui interfèrent sur ses dépenses,
- RETROUVER NOTRE SOUVERAINETE dans la gestion de nos dépenses d'état. Cela passe par un allègement des structures de l'état et de ses coûts (une seule chambre parlementaire, fin du sénat, diminution du nombre de députés, diminution des coûts, fin des privilèges (régime de retraite identique pour tous).
- Enfin, conserver nos moyens de production générateurs de valeur ajoutée et de richesses, ne plus les brader, l'état peut tout à fait être un acteur économique, il n'y a pas de raisons de compter uniquement sur les impôts pour faire des rentrées d'argent



Nom : Cédric

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- L'innovation,
- la passion,
- sa polyvalence.
- Son identité

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Redonner du pouvoir d'achat aux personnes en abaissant les charges patronales, avec bien sûr une obligation de rétribution des économies réalisées.

Votre doléance :

- Meilleurs salaires pour pouvoir mieux vivre, pour faire plaisir à ma famille et ne pas être obligé d'être dans le schéma "métro, boulot, dodo".
- Pouvoir partir en vacances.



Nom : Remy

Votre commune ou arrondissement : Lyon 5

Les atouts de la France :

- attractivité industrielle à sauver, en incitant les entreprises à rester et fabriquer en France,
- les circuits courts,
- le savoir faire français dans de très nombreux domaines,
- les réseaux de transports, autoroutes, mais pas que, ports, aéroports, villes, campagnes attractives,
- tourisme, culture, histoire, géographie, mer, montagne, campagne, ruralité...

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- pouvoir achat (baisse tva sur certains produits de base....diminution, voire suppression CSG pour retraités, pensions +4000€ personne seule, 5000€ pour un couple)....
- meilleure répartition de l'impôt revenu (payé par tous, même minime ex 50€/an)
- rétablir la taxe d'habitation, mieux évaluée en fonction des villes et des contribuables...
- fonctionnement de l'Etat, mieux maîtriser les dépenses publiques, Elysée, ministères, parlementaires, rémunérations, voitures, avions, déplacements, train de vie, nombre de députés, sénateurs, ministres, secrétaires d'état, limiter les mandats, l'âge (70 ans max),
- fonctionnaires, à diminuer par ex services fiscaux, collectivités locales, départementales, contrôler tous ces organismes et comités divers et variés, dont les membres sont rémunérés pour des réunions peu nombreuses, souvent peu efficaces,
- mais maintenir, voire augmenter les postes dans la santé (hôpitaux), éducation, (primaire, collège, lycée), universités (à réformer), police, gendarmerie, armée ?...
- donner plus d'autonomies, de compétences aux régions (ex de l'Allemagne), transports régionaux, éviter ce centralisme décisionnaire à Paris, trop peu visible et proche de l'ensemble des citoyens...
- faciliter la redynamisation des centres des villes moyennes (commerces de proximité, circuits courts),
- maintenir des services publics de proximité (santé, poste...), soit pérenne, soit mobile, en itinérance dans les zones rurales, (ex en Ardèche), un peu sur le modèle des commerces itinérants...
- maintenir les "petites lignes", stopper cette politique du tout TGV et relancer les lignes inter-citées...train, cars (bel ex en Occitanie 1€ sur toutes les lignes départementales)...développer les lignes TER....
- établir plus de taxes sur les produits de luxe, voitures (+50 000€), yachts...instaurer une taxe sur le kérosène (avion), fuel (paquebots croisières) , porte-containers qui polluent nos océans....

Votre doléance :

- déjà un évoquées ci dessus,
- mais je rajouterais, une Europe forte, avec moins d'hypocrisie et de solidarité, en matière, d'économie, de commerce, d'échanges de travailleurs, de transports, de défense, de politique étrangère, d'immigration, en proposant des solutions en matière d'accueil, d'accompagnement, de gestion des flux migratoires et de politiques d'aides en amont auprès des pays concernés, pour permettre dans la mesure du possible, à la plupart des ces personnes de pouvoir vivre dignement dans leurs pays d'origine.....du courage pour nos responsables politiques qui doivent rester à l'écoute....



Nom : Monique

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- remettre en place plus de sociétés

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Faire une immigration choisi

Votre doléance :

- ne plus mettre la csg sur le foyer fiscal mais individuel je gagne moins de 1000 euros mais je paie la CSG



Nom : Christian

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- Ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle sera.

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- éduquer,former à une écologie relationnelle qui permet d'aller de la compétition à la coévolution.

Votre doléance :

- R.I.C.
- élus délégataires, et non représentatifs.



Nom : Laurent

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- un corps de santé compétent

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- la prise en charge financière des personnes en situation de handicap (AAH, ALS, MVA, MDPH...)

Votre doléance :

- permettre aux personnes en situation de handicap de travailler et toucher un salaire (même minimal) en complément de l'AAH à taux plein, qui reste très basse (860 €). Le système actuel favorise l'oisiveté, et le fait de gagner un salaire ne fait pas disparaître le handicap !



Nom : Yann

Votre commune ou arrondissement : NC

Les atouts de la France :

- Niveau d'éducation et scientifique élevé,
- qualité de vie,
- protection sociale,
- patrimoine culturel et paysagé,
- entreprises innovantes

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- meilleure répartition des richesses,
- promotion des approches écologiques (agriculture bio, transport, bâtiments...), augmentation du budget de la justice (X2),
- soutien financier de l'industrie et des PME,
- promouvoir la prévention dans les domaines de la santé et de la justice,
- soutien à la parentalité (éducation, congés paternel),
- promouvoir la collaboration et l'autonomie à l'école plutôt que la compétition

Votre doléance :

- Idem réformes prioritaires.



Nom : Bertrand

Votre commune ou arrondissement : St Genis Laval

Les atouts de la France :

- sa diversité

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- la lutte contre le changement climatique

Votre doléance :

- l'artificialisation des sols



Nom : Michèle

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- Ses infrastructures: autoroutes, TGV etc,
- sa richesse historique et culturelle,
- la diversité de ses paysages,
- sa position géographique dans l'Europe,
- la qualité de ses ingénieurs,
- son savoir faire dans le domaine du luxe,
- son artisanat.

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- La réforme de l'état,
- la réforme des impôts,
- la diminution des dépenses de l'état,
- L' augmentation de la durée du travail pour toute la fonction publique et assimilée.

Votre doléance :

- Augmenter le temps de travail afin d'augmenter les salaires
- diminuer le nombre de fonctionnaires,
- réformer en profondeur les impôts,
- unifier les retraites,
- diminuer les dépenses de l'état,
- donner une visibilité économique aux entreprises,
- militer pour une union européenne plus unifier.



Nom : Gérard

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- Son savoir faire,
- sa technologie

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Réduire considérablement le mille feuilles qui nous ruine.

Votre doléance :

- Augmentation des minima sociaux,
- diminution drastique de toutes les aides aux entreprises, au climat, isolation ...
- suppression des petites mairies, des départements et préfectures, des agences, comités, association gouvernementale.



Nom : Yan

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- Niveau d'éducation et scientifique élevé,
- qualité de vie,
- protection sociale,
- patrimoine culturel et paysagé,
- entreprises innovantes

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- meilleure répartition des richesses,
- promotion des approches écologiques (agriculture bio, transport, bâtiments...), augmentation du budget de la justice (X2),
- soutien financier de l'industrie et des PME,
- promouvoir la prévention dans les domaines de la santé et de la justice,
- soutien à la parentalité (éducation, congés paternel),
- promouvoir la collaboration et l'autonomie à l'école plutôt que la compétition

Votre doléance :

- Idem réformes prioritaires.



Nom : Bruno

Votre commune ou arrondissement : Charbonnière-les-bains

Les atouts de la France :

- pays magnifique par la diversité de ses régions (paysages) et son histoire
- Imagination et inventivité
- qualité des infrastructures
- Excellence médicale
- Entreprises de renom international

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- simplification de la fiscalité
- réduction du train de vie de l'état

Votre doléance :

- Plus de simplicité des hommes politiques
- Ne pas changer de cap en permanence
- Plus de pédagogie
- Avoir une vision du pays à long terme



Nom : Marie-Agnès

Votre commune ou arrondissement : Lyon 3

Les atouts de la France :

- diversité de la population ,
- de la géographie,
- une population généreuse (voir le nombre de bénévoles),
- la protection sociale, la liberté de penser, de la presse et de la magistrature, la culture...

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Une éducation à la citoyenneté dès la maternelle, grande section.
- Un accès aux soins pour tous , grande difficulté, parfois dramatique, à trouver un médecin traitant,
- le développement du transport de marchandises ferroviaire et fluvial.
- Une considération et prise en compte des corps intermédiaires.
- Le service public pour tous..
- une vraie politique pour un mieux vivre dans les quartiers populaires,
- amélioration de la politique d'intégration des migrants,
- une protection des jeunes majeurs de l'ASE

Votre doléance :

- je reprends des thèmes de la question n°1 :
 - une éducation forte à la citoyenneté,
 - un développement des transports marchandises ferroviaire et fluvial,
 - transports en commun moins cher, gratuité pourquoi pas,
 - revenir sur la hausse de la csg, sur les 5 euros de l'allocation logement,
 - l'accès aux soins pour tous,
 - une reconnaissance du bénévolat et de sa place dans la société,
 - plus de pédopsychiatres,
 - accueil des migrants qui sont une richesse pour nous tous,
 - meilleur apprentissage des langues étrangères,
 - un soutien pour nos chercheurs, qu'ils n'aient pas envie de partir à l'étranger,
 - revenir sur le plafonnement des indemnités prudhommales,
 - simplifier le formulaire de demande (revenir au précédent) etc....
 - reconnaissance des métiers du soin, de l'éducation, de l'animation.

Tout ceci est en vrac mais la forme du questionnaire ne permet pas mieux.



Nom : Damien

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7e

Les atouts de la France :

- Son tourisme,
- le luxe,
- son industrie

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- La réforme de la fiscalité et la réforme des institutions

Votre doléance :

- Suppression de la taxe sur les transactions financières
- Améliorer les moyens de notre administration
- Augmenter la part des énergies renouvelables à au moins 25%
- Augmenter les taux de rémunération de l'épargne au niveau de l'inflation (diminution du PEL ou du livret a)
- Reforme de la rémunération et avantages des députés (avec un salaire de 5 ou 7000€ par mois avec suppression de l'irfm et seulement les transports gratuits)



Nom : Jacques

Votre commune ou arrondissement : Lyon 1er

Les atouts de la France :

- C'est un pays riche et attirant capable d'attirer les investisseurs si la fiscalité ne change pas sans arrêt

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Taxer les Gafa ainsi que les grandes entreprises internationales qui réalisent des bénéfices en France
- Supprimer les niches fiscales telles que les exonérations de certains revenus tels que députés abattement pour les journalistes etc

Votre doléance :

- Suppression des députés 1/3
- Ne pas rembourser les personnes qui consultent plusieurs médecins pour la même maladie
- Augmentations des pouvoirs des pharmaciens pour prescrire des médicaments (si on veut ne pas payer un sirop pour la toux on va chez le médecin c'est absurde)
- Suppression du plusieurs emplois
- Limiter les frais des élus (dans les entreprises les restos sont plafonnés)
- Suppression du comité économique et social (c'est un garage pour les élus battus aux élections)



Nom : Karine

Votre commune ou arrondissement : Lentilly

Les atouts de la France :

- La France est un pays riche de ses diversités, diversité touristique, paysagère, culturelle, d'innovation, d'entreprises, avec un foisonnement de bonnes initiatives et de bonnes volontés

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Un impôt proportionnel sur les revenus, même les plus faibles devrait être réfléchi afin que chacun contribue à l'effort collectif.
- La redistribution doit complètement être remise à plat sur de nouveaux critères. La société a changé et les modes de calculs non.
- Réfléchir sur l'utilité de chaque dépense publique et avoir un contrôle non seulement financier mais réellement d'opportunité.
- Mieux écouter celles et ceux qui sont au plus près du terrain et qui connaissent les réels besoins

Votre doléance :

- Que ma parole soit prise en compte



Nom : NC

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7e

Les atouts de la France :

- Son territoire,
- sa culture,
- son patrimoine

Votre doléance :

- Trop, beaucoup trop de gaspillages d'argent public
Exemple: éoliennes pour des dizaines de milliards d'euros qui ne serviront A RIEN qu'à enrichir des lobbys, souvent étrangers, et ruiner les Français



Nom : Daniel

Votre commune ou arrondissement : Irigny

Les atouts de la France :

- Nombreux ! Nous sommes un vieux peuple, avec une forte capacité d'adaptation et une forte culture commune et des valeurs (encore) largement partagées ...
- Quoi qu'on en dise, notre économie est solide, et pour peu qu'on libère les initiatives et que l'administration facilite la vie des entreprises plutôt que de leur mettre toujours plus de contraintes, elle peut créer de nouveaux emplois.
- Notre agriculture paysanne doit être aidée ... Avant d'avoir été tuée ... Ce fût "l'or vert de la France", elle peut le redevenir !

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Le problème majeur à résoudre en priorité absolue est le délitement de la "middleclass", c'est en fait ce qui est pointé par les "vrais gilets jaunes", au travers des demandes exprimées. - Le Pacte Social qui nous lie depuis 70 ans est basé sur le fait que 80 % des français doivent pouvoir vivre décemment de leur travail, et espérer par l'épargne accéder à la propriété. - Ce n'est plus le cas du fait de la précarité et du chômage de masse, et nous sommes au bord de l'explosion de ce fait ...
- La crise de représentativité à l'assemblée nationale, du fait du mode de scrutin scélérat installé en 1958, et qui lamine les minorités (mêmes fortes) ... et qui permet aux majorités de faire n'importe quoi - il est urgentissime de revenir à un scrutin proportionnel, sinon intégral mais au moins très marqué (pas de dose homéopathique !) - Il faut obliger les partis à gouverner sur des consensus négociés à l'avance (cf l'Allemagne) ...
- Le moment est venu de revenir enfin à une vraie politique d'Aménagement du Territoire, en lieu et place de la politique imbécile dite "de la Ville" (ou le tout banlieues) ... la politique de la Ville doit rester un "onglet" de l'aménagement du Territoire abandonné après ROCARD et qui fait des ravages dans l'espace rural (au sens large) ... C'est le 2° problème sous-jacent dans les demandes des "vrais gilets jaunes", et c'est capital ! l'UDI ne peut qu'être en pointe sur ce sujet ...
- La justice sociale ne doit plus passer par l'assistanat tous azimuts actuel, synonyme de déresponsabilisation totale ... (Cf la suppression de la Taxe d'Habitation) ... Il ne doit plus être possible de mieux vivre d'un ensemble de prestations sociales en dormant, que en se levant pour aller travailler ... Il faut faire en sorte que les parasites de toute nature soient contraints de se remettre au travail.
- Il faut d'une manière générale se battre sauvagement pour faire abroger toutes les mesures imbéciles et populistes destinées à "emmerder" le plus possible les Français, au travers de tous les prétextes, y compris les plus farfelus (Ecologie punitive, fausse sécurisation (radars abusifs, normes excessives et inutiles, ...) - Vivement un retour au pragmatisme prôné par notre Président - A commencer par la fiscalité "pseudo-écologique", inutile, inefficace et insupportable car contre-productive, voire nocive pour notre économie (arrêtons de nous tirer des balles dans les pieds juste pour faire plaisir à une poignée d'écologistes autoproclamés et intégristes) . - Il convient également du "tuer" cette loi "ALUR" mortifère pour un Urbanisme harmonieux et maîtrisé.
- Revenir à une vraie décentralisation qui permette de rétablir la proximité avec les citoyens, pour une meilleure efficacité des services publics et rétablir la confiance par une meilleure répartition des rôles entre les différents niveaux d'administration - Il faut urgemment mettre fin à la recentralisation rampante en vigueur depuis plusieurs

décennies ... très dur ! C'est tout un ADN étatique qu'il faut découper ... C'est aussi une autre revendication "implicite" des "vrais gilets jaunes" ...

- Et pour finir ... que dire de la fiscalité injuste qui contribue à favoriser le farniente contre le travail ... quoi dire d'un système de retraites qui permet à gens n'ayant jamais contribué à la richesse nationale de bénéficier de pensions meilleures que des gens (des femmes notamment) ayant travaillé toute leur vie ??? Ceci est insupportable et va nous "péter au nez" ...
- Ah ! j'oubliais de dire que nous devons tuer sans pitié cette idée folle de R.I.C. , qui est une vieille lune de l'extrême-gauche pour tenter de contourner le Suffrage Universel qui leur est (ouf!) toujours très défavorable ... est qui serait un simulacre de démocratie, et l'ouverture d'une nouvelle "boîte à conneries" (une de plus ?)

Merci de nous avoir donné la parole ...

Votre doléance :

Je crois m'être abondamment épaché mais si je peux rajouter quelques suggestions :

Ne plus avoir le sentiment qu'une moitié immobiliste du pays n'a de cesse que de mettre des bâtons dans les roues de la moitié qui essaye de faire avancer les choses (réglementations tatillonnes, positions dogmatiques).



Nom : Raymond

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- La beauté des paysages touristiques pour aider les français à rester en France et aussi des sites historiques pour attirer le étrangers.
- La qualité de conception exceptionnelle d'un grand nombre de Français (notamment en numérique), pour attirer les entreprises à investir en France.

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Libérer le temps de travail, au moins jusqu'à 40 heures, sans coût supplémentaire pour l'employeur, selon un accord d'entreprise ou individuel sur l'évolution salariale, y compris pour les fonctionnaires, le personnel hospitalier et les enseignants.

Votre doléance :

- Trop de dépenses de l'état, trop de laxisme dans la distribution des aides, trop d'assistance qui pousse les bénéficiaires à ne pas travailler, donc trop d'impôts et charges.
- Arrêter de dépenser des milliards pour développer des énergies renouvelables aléatoires au lieu de faire les avancées techniques sur les réacteurs à neutrons rapides, sur un Plan de recherche et d'industrialisation de stockage d'énergie (batteries plus performantes et économiques fabriquées en France au Na).
- Manque un Plan financier de développement des PME performantes pour les aider à évoluer en ETI internationales.
- Rétablir l'égalité en droit en supprimant dans la loi toutes les exceptions, seuils, tranches (Vaste programme). Pour la fraternité, verser des aides temporaires exceptionnelles, si les assurances sont insuffisantes.
- Eviter les émissions de CO2, en convertissant le chauffage et le transport à l'électricité décarbonnée.



Nom : Nicolas

Votre commune ou arrondissement : Lyon 5e

Les atouts de la France :

- une élite ingénieuse,
- une richesse touristique

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- l'éducation et la formation, dont civique

Votre doléance :

- Améliorer la productivité des services publics (donc baisser les impôts à terme) en déléguant au privé en réelle concurrence, sous normes de qualité: éducation, santé, etc.
- Voter en direct (SMS, internet) bien plus souvent (RIC).
- Lutter contre les fake news

Obliger toute administration à répondre "respectueusement" à un citoyen, avec preuve de réponse ou non réponse, réellement contraignable (et appel, -ex via médiateur- si besoin).



Nom : NC

Votre commune ou arrondissement : Caluire

Les atouts de la France :

- l'école gratuite,
- la sécurité sociale,
- le service public

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Une plus grande justice sociale plus d'équité dans les écarts de salaire et dans l'accès aux services publics
- Une plus grande prise en charge des questions environnemental et une incitation à des pratiques vertueuses

Votre doléance :

- plus d'égalité,
- un retour à un service public de proximité



Nom : Nous sommes le CILNORD comité local LYon Nord présent sur 24 communes . Ses militants sont des citoyens apaisés et constructifs qui détestent le mensonge , l'opportunisme financier , le mépris des classes ,

Votre commune ou arrondissement : Albigny-cailloux.caluire.fontaine ; Genay ; Limonest Lissieu ; Marcilly ; Montanay ; Neuville ; Poleymieu ; Quincieu ; Rochetaillee ; St Germain ; St Romain ; St Cyr ; St Didier ; Chasselay ; Civrieux ; Les chères ; Collonge ; Couzon ; Curis ; Fleurieu.

Les atouts de la France :

- la créativité des entreprises ,
- notre tourisme ,
- notre enseignement ,
- notre territoire et sa diversité ,
- notre espace maritime DOM TOM ,
- nos ressources pétrole vert ,
- nos positionnement au centre de l'Europe ,notre attractivité ,
- le rayonnement de la France avec ses expatriés , sa langue , notre culture .

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Introduire une dose de proportionnelle aux élections législatives ,minimum 25% dans une assemblée réduire à 350 députés .
- Réduire le nombre de députés dans les métropoles (au nombre de 7 sur la Metro de LYon) un seul suffit .
- Mais réduire l'assiette du nombre d'habitants dans les zones rurales afin d'assurer une meilleure proximité populations-députés .
- Revaloriser les emplois à domiciles précaires occupés à 70% des femmes, par exemple les emplois ADMR. Aujourd'hui cela représente 570 000 emplois avec des contrats précaires type Mac Do, nécessitant des déplacements en zone rurale avec des véhicules âgés , et qui puent le gars oil comme dit Grivaux.
- Revaloriser l'apprentissage et faire que ces jeunes ne deviennent pas des variables d'ajustement par les employeurs, nous avons connaissance de nombreux apprentis utilisés comme tacherons .
- le seuil de la CSG des retraités doit être porté à 2000 euros / mois pour un couple .
- nous demandons un bilan financier , un état des lieux sur la fusion des régions qui devait conduire à des réductions significatives des coûts .
- il faut revenir sur l'obligation et le quota imposé aux communes sur le nombre de logement locatif sociaux et apporter d'autres critères que le seul chiffre. Le coût du foncier est devenu prohibitif en périurbain. Imaginez un autre mode de calcul .
- revoir le statut des ex-présidents de la république avec la garantie de retraite décente sans plus .
- retour à un mandat présidentiel de 7 ans .
- conserver un système de retraite solidaire .
- introduire une dose de protectionnisme dans notre économie l'Allemagne ose.
- nationaliser temporairement les outils industriels stratégiques .
- reconduire dans les pays d'origine les déboutés du droit d'asile et mettre en œuvre un fichier croisé avec les services de prestations sociales ,
- les PME et PME sont le tissu eco d'aujourd'hui et de demain . Mettre fin au RSI et aux actions coercitives sur les impayés ou les retards de paiements .

- en matière d'immigration mettre en œuvre la même politique que celle du Canada , travail , formation , intégration ,obligations etc
- en matière d'écologie , stop à l'écologie punitive , aux mesures coercitives , sans concertation locale avec les citoyens. Chaque citoyen porte sa part d'écologie alors impliquons le . Il faut le responsabiliser .
- que l'écologie soit portée en milieu scolaire des la maternelle .
- mise en œuvre du RIC mais avec des limites et modifier la constitution .
- resorber les niches fiscales y compris celle des parlementaires .
- taxer les carburants avions et navires de commerce.
- favoriser les énergies nouvelles en permettant a des citoyens de monter leurs propres régies associatives-investisseurs .
- reformer les règles d'urbanisme afin de favoriser les constructions bois soumis aux même règles que celle en béton ou en produit difficilement recyclable .
- augmenter la TVA de 1 % et consacrer cette somme au remboursement de la dette ,action validée chaque année par le parlement afin que cet argent ne soit pas détourné à d'autres fins.
- donnez aux zones rurale des moyens de déplacement et ne pas fermer les lignes restantes . Engagez les régions avec les élus locaux .
- la double chambre sénat - parlement est une garantie de stabilité de nos institutions . Mais un sénateur par département suffit avec un vrai suppléant pas de potiche .
- cela a été dit et voté la transparence des notes de frais des élus comme dans les entreprises , mettre en place une vraie charte d'éthique . Actuellement la loi votée n'est pas appliquée par Richard Ferrand .
- mettre à l'étude le salaire universel , possible ou pas , combien ça coute , comment financer , quelle autres aides sont à supprimer etc ...
- reconnaître le vote blanc.

Votre doléance : La révolution des gilets jaunes est la première révolution citoyenne depuis mai 1968, alors profitons de cette opportunité pour reconstruire une France apaisée, solidaire, tournée vers l'avenir mais pas celle du capitalisme qui creuse le fossé de la pauvreté.



Nom : Danièle

Votre commune ou arrondissement : Vénissieux

Les atouts de la France :

- Son histoire et sa diversité

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Diminution impôts sur les retraités, notamment pour les femmes divorcées, qui n'ont plus qu'une seule part.

Votre doléance :

- Diminution CSg pour les retraités qui sont seuls et qui gagnent 2500 euros.



Nom : Jean-Charles et Gudrun

Votre commune ou arrondissement : Lyon 3

Les atouts de la France :

- Sa structure démocratique,
- la composition très mixte de sa société,
- sa réactivité

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Tout ce qui permettrait de réduire la fracture entre hyper-riches et personnes très pauvres

Votre doléance :

- L'État, depuis très longtemps, ne prend pas assez en compte la rupture sociale citée plus haut



Nom : Isabelle

Votre commune ou arrondissement : Neuville sur Saône

Les atouts de la France : Deuxièmement, il faut à nouveau restaurer la Constitution de la Vème République, et le principe de la séparation des pouvoirs de l'exécutif et du législatif, et abroger puis renouveler le Conseil Constitutionnel qui n'a eu de cesse depuis 2007 de détruire nos Droits Constitutionnels, le préambule ainsi que la Charte des Droits de l'Homme, ou plutôt de l'Humanité (toute forme d'existence, homme, femme, enfant y compris à naître) - C'est l'image de notre République Citoyenne et notre histoire qui ont été bafouées progressivement depuis 11 ans. Il faut sortir de l'Union Européenne, (art 50) cet accord commercial auquel les Français ont voté NON lors du référendum en 2005 et qui a démontré son imposture aux français. Il faut restaurer un état de droit aux Français, un gouvernement indépendant en fonction, un territoire défini par des frontières et leur contrôle 24h/24. Une Monnaie Indépendante et Souveraine. C'est une gouvernance Républicaine du peuple qui doit être représentée par le Peuple de France. Il faudrait exiger par ailleurs que ceux qui les représentent aient la nationalité française de naissance, et qu' au moins un de leurs parents aient été français de naissance. Cela évite la confusion du trafic d'influence, l'espionnage et le pillage

Quelles réformes estimez-vous prioritaires : Premièrement, Monsieur Geourjon, il ne s'agit pas "de la crise des gilets jaunes" comme vous l'écrivez !! Nous vivons une grande dépression financière qui a été suivie par des conflits armés au Moyen Orient organisés par le système bancaire occidental et ceci n'est pas du fait des gilets jaunes !! De plus notre nation y a participé sans l'accord du peuple, ni un vote à l'Assemblée Nationale. Ce type d'actions dénommées "sanctions contre la Syrie" ou la Libye n'a aucune légalité pour le peuple français qui n'a pas été consulté au préalable !

Votre doléance : Les atouts de la France, sont : L'industrie automobile, médicale, nucléaire, chimique, construction, les télécommunications, transports ferroviaires, l'aviation, l'énergie libre, les aéroports.....l'informatique quantique, l'éducation nationale.....De nouvelles technologies qui sont prêtes doivent être déployées vite pour le bien être de tous....santé, environnement, énergie.



Nom : Vincent

Votre commune ou arrondissement : Lyon 3

Les atouts de la France :

- la diversité (des régions et des populations) qui doit servir une collaboration fructueuse!

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Il me semble que "le plan" avait du bon. Cette notion de prospective aurait peut être éviter une regroupement des territoires "raté", une transition énergétique organisé (quel sens à passer du "tout" diesel au tout électrique si rapidement)

Votre doléance :

- que le moyen long terme est toujours soumis aux décisions à court, voir tres court terme!



Nom : Alain

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- Vieux pays plein d'expériences et de ressources morale

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- restructuration de la fiscalité (plus large imposition par principe pour la reconnaissance de l'Etat)

Votre doléance :

- Pourquoi s'en prendre aux retraités qui font déjà beaucoup d'efforts pour remplacer l'ETAT absent : aides de la famille en difficultés, garde des petits enfants, soutien des enfants financièrement, l'impôt est confiscatoire y compris dans les successions



Nom : Yoann

Votre commune ou arrondissement : Saint Priest

Les atouts de la France :

- L'italie, l'espagne

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- Solaire

Votre doléance :

- Emploi? Immersion Gestion de paie, pour Bilan professionnel



Nom : Rodrigue

Votre commune ou arrondissement : Venissieux, Oullins

Les atouts de la France : Ils sont nombreux.

- Une agriculture locale et raisonnée.
- Une alimentation riche.
- Des paysages variés pour le tourisme.
- Un tissu culturel.

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- La place des mobilités actives dans les transports du quotidien.
- La question très épineuse du respect des usagers les plus exposés et la baisse de la vitesse en milieu urbain.

Votre doléance :

- Mobilité vélo, aide aux structures hors des pôles traditionnels d'attractivité. Exemple dans la Métropole de Lyon, comment la Métropole soutient les initiatives de promotion de la mobilité à vélo dans les villes hors de Lyon, celles de la première couronne, notamment au sud?
- Et le coût du logement.
- L'égalité entre les territoires.



Nom : Barbara

Votre commune ou arrondissement : Lyon 7

Les atouts de la France :

- elle a un potentiel que l'on est en train d'abîmer.....Helas!!!!
- la qualité du service public dans tous les domaines se raréfie car trop de suppression de postes.....

Quelles réformes estimez-vous prioritaires :

- un état qui donne l'exemple.....
- Un état qui tient ses paroles.....
- Plus de cumuls de mandats.....POURQUOI payer quatre présidents partis???? L'Élysée sera bientôt le château de Versailles!!!!
- Une justice plus efficace plus rapide des peines plus sévères.....
- Aide réelle aux campagnes et aux agriculteurs.....
- Respect de l'environnement pas que des paroles des Actes tenus et fermes.....
- Plus de postes dans les hôpitaux, plus de chambres

Votre doléance :

- ENVIRONNEMENT ESSENTIEL POUR NOS ENFANTS ET PETITS ENFANTS.
- QUALITÉ DES HÔPITAUX DES ÉCOLES.
- STOP AUX LOBBYS ET AUX ACTIONNAIRES!!!!
- répartition juste des richesses....
- MODIFIER UN PEU LES VALEURS.....



Nom : Jérôme

Votre commune ou arrondissement : Lyon 3

Les atouts de la France :

- Son histoire,
- son dynamisme,
- ses valeurs,
- la diversité de ses talents et de ses territoires

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- Décentraliser les décisions au plus près des citoyens. Passer à un modèle fédéral comme tous les pays qui ont su s'adapter à la mondialisation.
- Transformer le Sénat en Assemblée des Territoires : Chacune des 12 Régions enverraient 5 représentants et chacune des 22 métropoles, 3 représentants, 126 membres.
- Création d'un Conseil des Territoires, constitué des Présidents de chaque région et présidé par le 1er Ministre, aurait des pouvoirs étendus.
- Répartition précise des compétences entre l'état et les régions, le conseil des ministres et le Conseil des Territoires, et le Président de la République.
- Les élections nationales se tiendraient le même jour au mois de mai des années en 0 et 5 au mois de mai (Présidentielles, Européennes, ...) + questions d'ordre national et supra-national.
- Les élections Locales se tiendraient au mois d'octobre des années en 2 et 7 + questions d'ordre local. ==> 2 périodes de consultation tous les 2 ans 1/2.

Votre doléance :

Redonner le pouvoir au français au niveau des territoires: Régions et Métropoles



Nom : Bernard

Votre commune ou arrondissement : Villeurbanne

Les atouts de la France : ?????

Quelles réformes estimez vous prioritaires :

- rétablissement de l'isf, de l'écotaxe et de la taxe carbone pour financer l'AFIT (agence de financement des infrastructures de transport) essentiellement les TC (pas les aéroports ni les autoroutes)

Votre doléance :

- Egalité de traitement devant l'impôt,
- arrêter de détruire les services publics, (fermeture des gares, maternités, bureau de poste, ...),
- arrêter de faire croire que l'émigration serait une chance, on peut accueillir des immigrés sous condition qu'ils s'intègrent à notre société et à ses valeurs et non l'inverse.
- Embaucher dans les hôpitaux.



Nom : Daniel

Votre commune ou arrondissement : Métropole de Lyon

Sur les impôts, les dépenses et l'action publique

1. Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace

- Assurer une pédagogie et rétablir les faits, montrant, en France et en Europe, qui paie l'impôt et finance la redistribution. Etudes de l'OCDE, Indice de Gini ... qui montrent que la France est de tous les pays comparables, le pays ou les inégalités et l'injustice fiscale sont au plus bas.
- Réduire considérablement le nombre de taxes diverses qui, chacune, nécessite du personnel de l'état, qualifié, afin de les gérer avec peu, voire pas, de rentabilité. Une redistribution des recettes de l'impôt vers les organismes pour lesquels ces taxes ont été créées permettrait une meilleure efficacité à moindre coût
- Réduire le nombre de niches fiscales en les combinant ou en réajustant le barème de l'impôt, afin de ne pas alourdir la facture pour le contribuable, rendrait l'impôt plus compréhensible à moindre coût pour l'état.
- Lutter, réellement, contre la fraude fiscale et sociale (carte vitale, arrêts de travail, allocations indues, ...).
- Supprimer les taxes sur les transactions immobilières de résidences principales pour toute personne déménageant pour retrouver un emploi

2. Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité?

Maintenir une stabilité pendant la durée du quinquennat pour toutes les mesures fiscales essentielles à l'attractivité du pays et à la compétitivité de l'économie : suppression de l'ISF, PFU, baisse de l'IS à 25 %

Il convient de baisser fortement la fiscalité. Ceci implique de baisser/optimiser la dépense publique, c'est à dire :

- Dépenser moins :
 - Diminuer le besoin de redistribution en faisant baisser le niveau de la pauvreté, par l'augmentation du nombre de gens au travail:
 - aider les entreprises à embaucher en ramenant leurs charges sociales au niveau européen : -10 points
 - diminuer le nombre de chômeurs : suivi des chômeurs / durcir les indemnisations chômage, en ligne avec les pays voisins
 - impliquer davantage les entreprises dans la formation professionnelle et l'apprentissage
 - Rendre le travail beaucoup plus incitatif que le non travail : 2 fois plus
 - Dépenser mieux
 - Améliorer l'efficacité de la dépense dans les Services Publics :
 - Établir la concurrence dans les Services Publics, par le transfert, chaque fois que possible, d'un système exclusivement public, très syndicalisé, mal géré vers un système de type assuranciel ou les citoyens, comme c'est le cas pour l'assurance automobile, choisiraient leur fournisseur (compagnie d'assurance ou autre) pour leur couverture. C'est ce que font, depuis toujours, nos voisins suisse, hollandais ... qui ont de bien meilleurs résultats que nous
 - Supprimer les mesures démagogiques déresponsabilisantes de la SS : gratuité totale des soins ...
 - Contenir la dépense publique liée aux retraites :
 - Fixer, comme c'est le cas ailleurs, un départ à 65 ans.
 - Supprimer les régimes spéciaux

3. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Améliorer la productivité des fonctionnaires :

- imposer les 35 heures chez les fonctionnaires d'état et des collectivités publiques.
- ramener l'absentéisme des fonctionnaires au niveau du privé: jours de carence, et suivi des arrêts maladie bidon
- ne remplacer qu'un fonctionnaire sur trois

S'attaquer à la gabegie, liée à la dépense d'argent public, public donc gratuit :

- procéder à l'évaluation de toutes les entités publiques/commissions/agences d'Etat existantes. Fermer toutes celles qui ne permettant pas de faire des économies égales à 2 fois leur coût
- Réduire drastiquement le train de vie de l'Etat ... trop de ministres et secrétaires d'Etat avec des avantages exorbitants (logement, véhicules, mode de déplacement, indemnités...) limiter leur nombre à une quinzaine. Idem pour l'Elysée : trop de personnel, trop de véhicules, trop de luxe, utilité de la garde républicaine ? ... Réduire toutes ces dépenses d'apparat
- Réduire le nombre des media public et diminuer leurs dépenses
- Réexaminer de manière systématique les normes : chaque ministère devra revoir tous les règlements/normes le concernant et démontrer que un sur deux a été supprimé dans les 18 mois
- Faire disparaître progressivement les régimes particuliers des entreprises publiques et ouvrir les postes de la fonction publique à des non fonctionnaires
- Respecter les recommandations de la Cour des comptes que tous les gouvernements successifs ont choisi d'ignorer
- Refondre complètement le financement des syndicats, qui seront majoritairement payés par les cotisations des syndiqués

4. Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

Les différents organismes publics (CNAV, CNAF, CNAM, Fichier CI, Fichier Permis de conduire ...) utilisent tous un numéro différent pour identifier les bénéficiaires. Dans plusieurs pays chaque bénéficiaire de service public n'est identifié dans le pays que sous un seul numéro, qui est très souvent le numéro de sécurité sociale. Cela permettrait de réduire l'effectif des services de manière substantielle en éliminant les redondances tout en facilitant les contrôles et en éliminant une majeure partie de la fraude. Par ailleurs supprimer certains privilèges injustes (en particulier le CE d'EDF)

5. A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Aucun

6. Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

Faire en sorte que l'éducation nationale enseigne l'économie aux jeunes Français afin qu'ils puissent comprendre les enjeux et les contraintes, en introduisant un module obligatoire dans les programmes

Arrêter les régimes spéciaux afin que chaque employé privé et public soit traité de manière identique par l'état.

Sur l'organisation de l'État et des collectivités publiques

7. Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?

Il faut revoir l'ensemble de l'organisation territoriale afin que les redondances soient supprimées, les effectifs réduits et les structures revues.

Remettre à plat, un système territorial inefficace, avec la suppression du millefeuille (Etat, Métropoles, Commissions nationales, Régions, Départements, Communautés de communes, Intercos, Communes), source de duplication/redondance, paralysie de l'action, cout, démobilisation des acteurs... Ceci suppose la remise en cause de la gouvernance, des rôles du nombre des élus...

Il conviendrait de consolider les nouvelles régions en réunissant les effectifs en un seul siège et en n'en conservant qu'un seul. La création des nouvelles régions n'a pas diminué la dépense car les structures et les employés ont été conservés. Aujourd'hui très souvent deux sièges sont conservés avec une mobilité des élus et des agents de l'un à l'autre.

Les communautés d'agglomération n'ont pas réduit les couts à charge des communes et ni les impôts du contribuable et ce pour un service et une efficacité moindre. Ceci explique une grande partie du mécontentement actuel.

Les métropoles sont venues ajouter de la complexité à l'ensemble.

Les parcs naturels ont eux-mêmes ajouté une couche avec des structures et des effectifs supplémentaires dans les régions concernées. Leur rôle pourrait être assuré par soit les régions, soit les communautés d'agglomération où ils sont situés.

Les départements existent toujours même si leurs responsabilités ont été réduites.

Afin de réduire la dépense publique, Il faut limiter le rôle des départements dont une majorité des fonctions de services sociaux et de transport pourraient être transféré aux régions.

8. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Il faut regrouper les petites communes de moins de 500 habitants, sauf dans les lieux qui ne le permettent pas du fait de leur isolement (iles ou montagne), et reconnaître pour les autres le rôle du maire et ses attributions en conservant pour les plus petites un minimum de services de proximité implantés dans les mairies

Renforcer le rôle des Régions sur le modèle des Landers Allemands ou des Cantons Suisses en leur transférant une grande partie des fonctions du département.

Mesurer l'efficacité des Communautés d'Agglomération : par exemple 25 Vice-Présidents pour la communauté de commune Saint Germain Boucle de Seine est une couteuse aberration

9. Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action?

Suivre effectivement les recommandations de la cour des comptes.

Etudier la sous-traitance de chacun des domaines susceptible d'être confié à un organisme extérieur, qui sera soumis à la concurrence et sorti du statut de la fonction publique

De nombreuses lois sont votées sans qu'elles soient appliquées. Il faut impérativement réduire le délai entre le vote et le décret d'application à moins de 6 mois.

Par la rédaction de décrets d'application clairs il ne faut pas laisser la liberté aux juges d'interpréter les lois comme cela est aujourd'hui le cas pour les indemnités prudhommales où ils empêchent l'application de la loi votée par le parlement

Conserver les élections législatives tous les 5 ans, mais les positionner à mi-mandat du président de la République. Ceci permettrait une évaluation à mi-mandat de la politique mise

en œuvre par le Président et le Gouvernement et obligerait les groupes politiques à rechercher des alliances au moment de l'élection présidentielle, renforçant ainsi les pouvoirs du Parlement

Introduire dans la Constitution l'obligation pour chaque Gouvernement d'atteindre l'équilibre budgétaire pendant le quinquennat

Réduire les dépenses publiques de 3 points de PIB d'ici la fin du quinquennat

Possibilité de cumuler un mandat local avec un mandat national (ex : député maire ou sénateur maire) afin de maintenir le lien des parlementaires avec les territoires

Maximum de 3 mandats consécutifs dans une fonction électorale

Supprimer le CESE

Supprimer l'ENA, à remplacer par une école d'application

Ne pas staffer les cabinets ministériels uniquement avec des personnes ayant le même profil (Sce Po, ENA, ...) ouvrir à d'autres profils venant de la société civile

Faire respecter impérativement la notion de service minimum garanti en cas de grève

10. Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment

La centralisation de certains services publics tels que carte grise et permis de conduire a abouti à une inefficacité et une grande lenteur doublée d'une impossibilité de contact avec des personnes.

Il est impératif de veiller au degré de préparation avant de déclencher la décentralisation. A ce titre l'exemple de la réorganisation de la Poste, de France Telecom Orange sont assez exemplaire. Certaines méthodes du privé doivent être adoptées pour le public.

11. Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

Plus de délégation donnée aux collectivités locales doublée d'un contrôle budgétaire serait un facteur d'amélioration en assurant la gestion au plus près du besoin.

En outre il faut arrêter le développement de grandes zones commerciales qui se font au détriment des centres-villes contribuant ainsi à leur désertification et à leur paupérisation.

Assurer la sécurité des zones à risque afin d'éviter la fuite des habitants qui y vivaient dans la tranquillité et accélérant ainsi leur ghettoïsation. Adopter un modèle zéro tolérance tel que celui qui a permis à New York de redevenir une ville assez sûre.

Création de services publics ambulants en région

Associer les élus et les « usagers » à l'organisation des services publics.

Faire respecter impérativement la notion de service minimum garanti en cas de grève.

Adapter les horaires d'ouverture ou de contact téléphonique des services publics aux besoins des personnes travaillant

Sur la transition écologique

12. Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Refuser tout recourt à un nouvel impôt, ou si impossibilité, tout nouvel impôt/augmentation d'impôt doit être compensé par la diminution d'un autre impôt d'un montant équivalent. Le principe général de l'impôt doit être le même pour tous, le barème dépendant des revenus de chacun. Les taxes doivent favoriser les énergies qui préservent la planète (pourquoi le carburant des avions est détaxé, alors que les Cies aériennes sont responsable d'une pollution exponentielle.. ?) et doivent représenter un encouragement.

Si les énergies carbonées sont pénalisées les taxes doivent, par leur barème, indiquer que les énergies non carbonées sont encouragées.

Il faut limiter le recyclage en poussant les industriels et distributeurs à utiliser des emballages réutilisables comme par le passé. Ceci est déjà développé en Allemagne

13. Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?

Les dernières mesures prises par le gouvernement sont suffisantes

14. Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier?

Toute aide de l'état doit, au minimum, être compensée par une économie, soit une réduction équivalente de la dépense publique afin de ne pas augmenter la dette

15. Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?

Tout ce qui concerne le logement, l'urbanisme, le transport régional doit être au plus près du terrain sous la responsabilité des territoires, hormis les règles générales de protection de l'environnement. Les règles du transport national dépendent de l'état, en liaison avec les régions concernées

Le règlement sanitaire est défini par l'état et contrôlé par les territoires par délégation.

Les plans énergétiques sont définis par l'état en concertation avec les régions et mis en place par les territoires

16. Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Transférer les crédits de recherche et de construction de prototypes (ASTRID/ITER etc..) de la filière nucléaire vers le développement des énergies renouvelables.

Entre autres les stockages d'électricité, la filière hydrogène qui est une énergie augmentant notre indépendance énergétique et supprimant l'émission de CO2 etc.

17. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?

Respecter les recommandations des autorités et experts indépendants sans succomber à l'influence des lobbies. Il est anormal que des groupes comme Bayer/Monsanto et le Lobby des agriculteurs aient réussi à prolonger l'utilisation du Glyphosate

18. Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

En l'occurrence il conviendrait déjà que la France respecte un certain nombre de décisions Européennes en matière d'environnement.

La France devrait ensuite s'impliquer plus directement dans la gouvernance Européenne sur ces sujets. La France a perdu durant ces dernières années une partie de sa représentativité au sein des décideurs Européens

Sur les institutions, la démocratie et la citoyenneté

19. Faut-il reconnaître le vote blanc ?

Cela représente le risque de voir contestée la légitimité des élus minoritaires en voix. Il faut s'assurer qu'un élu soit vraiment représentatif. La recommandation serait de ne le mettre en place que si le vote est obligatoire pour éviter le risque d'avoir un double effet de l'abstention et du vote blanc qui créerait des élus minoritaires en voix.

20. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Uniquement en cas de reconnaissance du vote blanc

21. Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Au maximum 10-15% pour éviter la domination indirecte de partis minoritaires comme sous la 4ème république ou en Israël.

22. Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Réduire le nombre de députés et de sénateurs de 30% et supprimer les avantages fiscaux dont ils bénéficient.

Réduire de 50% le nombre de conseillers généraux tout en obligeant à respecter les règles de mixité mais sans doubler les effectifs comme cela a été le cas en imposant des tandems homme femme.

Réduire de 50% le nombre d'élus des régions qui n'ont pas été réduits après la fusion

Eviter de « promouvoir/exfiltrer » vers les institutions européennes des élus ou fonctionnaires ayant échoué dans leurs fonctions précédentes

23. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental (Cese), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Supprimer le CESE. Son rôle peut être assuré par les élus

24. Faut-il les transformer et comment ?

Le rôle du sénat doit être revu et son pouvoir de décision défini. Il peut jouer un rôle dans le cadre d'un changement des responsabilités régionales et territoriales. Tel qu'aujourd'hui il ne sert à rien et pourrait être supprimé. Dans tous les cas il faut au minimum en réduire le nombre d'élus et leurs avantages.

25. Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Conserver les élections législatives tous les 5 ans, mais les positionner à mi-mandat du président de la République. Ceci permettrait une évaluation à mi-mandat de la politique mise en œuvre par le Président et le Gouvernement et obligerait les groupes politiques à rechercher des alliances au moment de l'élection présidentielle, renforçant ainsi les pouvoirs du Parlement

Introduire dans la Constitution l'obligation pour chaque Gouvernement d'atteindre l'équilibre budgétaire pendant le quinquennat

Réduire les dépenses publiques de 3 points de PIB d'ici la fin du quinquennat

Possibilité de cumuler un mandat local avec un mandat national (ex : député maire ou sénateur maire) afin de maintenir le lien des parlementaires avec les territoires

Maximum de 3 mandats consécutifs dans une fonction électorale

Supprimer le CESE

Une décentralisation des responsabilités de l'état vers les régions et collectivités locales permettrait une meilleure représentativité et participation des citoyens à l'image de ce qui est fait en Allemagne (Landers), Suisse (Cantons), États-Unis (Etats)

Organiser des referendums sur les sujets fondamentaux touchant aux reformes sociétales ou territoriales

26. Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

La délégation de responsabilités aux régions et collectivités territoriales et leur association aux décisions avec l'Etat devrait assurer ce rôle

27. Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

Organiser des referendums à l'initiative de l'Etat sur les sujets fondamentaux touchant aux reformes constitutionnelles, sociétales ou territoriales

Intégrer des référendums d'initiative populaire sur les modèles de la Suisse et de la Californie avec 250.000 signatures sur des sujets de société, mais ne touchant pas à la constitution. Les referendums constitutionnels doivent être laissés à l'initiative de l'Etat.

28. Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?

Le système éducatif doit assurer cette fonction. La maîtrise de la langue Française par les jeunes élèves doit être une obligation pour passer de CM2 à CE1.

Cette maîtrise doit être obligatoire lors de l'intégration plus tard dans le cycle, afin de passer à la classe suivante. Le BAC ne doit pas être délivré si la langue n'est pas maîtrisée.

L'autorité des enseignants doit être renforcée face aux parents d'élèves. Les enseignants doivent être les décideurs.

Les écoles hors contrat doivent être soumises aux mêmes contraintes afin que leur enseignement soit reconnu

29. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Mettre en œuvre une politique d'immigration choisie avec des quotas en fonction des besoins de l'économie française : modèle Canada, Australie ..

Supprimer l'aide au développement aux pays qui refusent de récupérer leurs ressortissants immigrés

Interdire l'entrée dans le pays aux étrangères sur le point d'accoucher (par ex. en Guyane) et durcir le regroupement familial, en le limitant aux personnes faisant état d'un revenu suffisant pour vivre de leur travail seul, sans prestations sociales

Réviser le droit du sol (test de français)

Etre beaucoup plus efficace au niveau renvoi des illégaux et, au niveau européen, de la gestion des frontières

30. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Un strict contrôle des règles du droit d'asile et de reconduite à la frontière avec ou sans accord des pays d'origine de l'immigration

Le regroupement familial ne doit pas être appliqué de manière systématique mais uniquement en ce qui concerne l'époux ou les épouses et les enfants directs et uniquement des émigrés naturalisés.

31. Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Interdire le financement de cultes ou lieu de culte par des pays étrangers ou l'activité en France de religieux ne pratiquant pas la langue Française

32. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Être intransigeant sur l'éducation et les règles de la laïcité en faisant en sorte que la loi soit strictement appliquée par la justice

Lutter contre les désinformations, fausses nouvelles, déclarations haineuses, appel à la violence dans les réseaux sociaux



Nom : Jean-Pierre

Votre commune ou arrondissement : Lyon 3

Liste non exhaustive des sujets de réforme (à poursuivre ou à entamer), on pourrait appeler cela « doléances »

DEMOCRATIE, ORGANISATION DE L'ETAT et des RELATIONS SOCIALES, TRAVAIL

- *décentralisation*
- *dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales*
- *possibilité de proposer des référendums*
- *« timing » des élections présidentielles et de l'assemblée nationale*
- *mode de répartition des sièges de parlementaires,*
- *manifestations non déclarées*
- *prérogatives et obligations des syndicats d'employeurs et d'employés*
- *accidents du travail*
- *fonction publique hospitalière et fonction publique d'état*
- *titularisation des fonctionnaires vs CDI après concours.*
- *contractuels dans le secteur public*

IMPOTS et TAXES

- *financement des prestations sociales (santé, chômage, retraites)*
- *complément de revenu minimum après impôt*
- *assiette de l'imposition et proportions des taxes et impôts directs dans les recettes fiscales*
- *niches fiscales*
- *tranche supérieure d'imposition*
- *fléchage de l'utilisation des diverses taxes et impôts*
- *taux de TVA*
- *lutte contre la fraude fiscale*
- *allocations familiales*
- *équilibre budgétaire*

CADRE DE VIE

- *amélioration de l'habitat*
- *mobilité*
- *qualité de l'air et de l'eau*

CHOMAGE, FORMATION, RETRAITES

- *allocation chômage*
- *formation initiale et continue*
- *pensions*
- *retraite minimum*

IMMIGRATION

- *politique d'immigration*
- *immigrés légaux*
- *immigrés illégaux*

FIN DE VIE

- *accueil en EHPAD publique*
- *création et l'entretien des EHPAD publiques.*
- *droit au suicide assisté 1*

CONTRIBUTION AU DEBAT

PREAMBULE : **doléances** et **satisfactions** personnelles concernant les réformes ou projets de réforme en cours ou mode de gouvernance ayant généré la contestation actuelle.

1- Ma contribution au débat nécessite, à mon avis, que je sois socialement et économiquement identifiable : (il faudrait d'ailleurs qu'il en soit de même pour toutes les contributions)

-fils d'agent de maîtrise, mère au foyer, décédée en EHPAD après 10 années d'hébergement

- habitant Lyon, retraité, bac +8

- revenu annuel net 46800€
- impôt sur le revenu annuel 7500€
- biens immobiliers : valeur 480000€
- impôts fonciers 1800€
- taxes d'habitation 2700€

2- **Je ne considère pas être trop imposé.** Par contre la fraude fiscale (à la TVA surtout) et l'évasion fiscale me révoltent. Il est nécessaire d'**amplifier la détection des fraudes** et donc de recruter des agents spécialisés qui apporteront à la collectivité bien plus qu'ils ne coûtent.

3- **Je ne cautionne pas les niches fiscales exceptées** celles qui (avec un plafond) :

- offrent un crédit d'impôt pour les aides financières aux ONG et obligent l'Etat à participer 2 ou 3 fois plus à ces aides.
- aident à améliorer la salubrité, les performances énergétiques et la transition vers des sources d'énergie renouvelables de l'habitation locative et/ou principale. (Prêts à taux zéro et TVA réduite par ex)

4- Je comprends et déplore la situation *des actifs, y compris les personnes handicapées*, qui, après paiement de leur impôt sur le revenu ne peuvent actuellement disposer de plus de 1500€/mois (personnes seules) ou 2000€/mois (couples) ou 3000€/mois (allocations familiales incluses couples avec 3 enfants). Pour eux je suis prêt à payer davantage d'impôts afin que l'Etat leur apporte le **complément de revenu (= prime d'activité) nécessaire.**

5- Par contre je suis incapable de trouver une solution qui me paraisse collectivement juste pour l'aide aux chômeurs en fin d'indemnisation et refusant tout emploi ainsi qu'aux inactifs permanents.

6- **Je ne cautionne pas les demandes présentées dans la rue et de manière ni concertée ni organisée voire délictueuse par des gens qui ne représentent qu'eux même.** J'estime que c'est une erreur vis à vis de la collectivité d'avoir cédé sur la poursuite de la hausse de la **TIPP.** Au lieu de transférer aux collectivités locales les crédits nécessaires pour leur permettre de compenser cette hausse en attendant de mettre en place (certaines l'ont déjà heureusement fait) les structures nécessaires de transport en commun de tous genres.

7- **J'approuve la politique conduisant à un transfert des charges sociales depuis le travail vers la consommation** et qui ne peut qu'être favorable à l'activité des entreprises donc à l'emploi.

8- Mais je souhaite aussi que ce transfert soit accompagné par une révision des taux de **TVA, et à une réduction du pourcentage qu'elle représente dans les recettes de l'Etat.** A l'inverse une révision de l'assiette et des tranches d'imposition de l'impôt sur le revenu, et une révision des **impôts sur les successions et les bénéfices des Entreprises conduira à une hausse du pourcentage qu'ils représentent dans les recettes de l'État.** La hausse globale des recettes procurées par l'impôt et la TVA permettrait de couvrir l'ensemble des charges sociales dont le travail a été déchargé. Mais ceci sera insuffisant pour diminuer le pourcentage des prélèvements obligatoires CAR 2

9- **Je désapprouve les choix budgétaires du gouvernement qui, comme les précédents, n'a pas le courage de diminuer ses frais de fonctionnement** pour les consacrer à l'investissement et se contente de se débarrasser de ce boulet économique et politique en le transférant aux

collectivités locales qui font d'ailleurs la même chose du haut vers le bas de leur «hiérarchie»: région, département commune. Contribuant ainsi à l'inertie générale d'un système en mouvement mais qui n'avance pas.

Ce qui, cumulé avec quelques scandales provoqués par des élus corrompus ou indéliçats contribue à l'impopularité des politiques en général et de tous ceux qui les fréquentent de manière habituellement normale : les médias.

10 - Je développerai donc uniquement les idées et règles générales de gouvernance qui, selon moi, devraient guider l'élaboration d'une politique fiscale et sociale économiquement juste, avec quelques propositions de modification des règles électorales et de champ d'action des corps intermédiaires et des collectivités locales.

11 - Je ne prétends pas ne pas dire de bêtise ni d'enfoncer des portes déjà ouvertes car j'ignore certainement beaucoup des règles fiscales et sociales en cours, n'ayant jamais eu à bénéficier ou souffrir de leur application, ce qui doit d'ailleurs être le cas de beaucoup de mes concitoyens.

GOUVERNANCE :

L'appartenance à l' Union Européenne qui nous garantit un espace pacifique et démocratique et dont la monnaie unique impose des règles économiques sévères mais sensées, exige un effort de tous les Européens et en particulier des plus nantis pour que nous puissions maintenir à la fois notre niveau de vie, notre niveau de protection sociale, améliorer notre environnement et notre compétitivité.

La France doit progresser pour cette dernière si nous voulons rester ou devenir un modèle pour les premiers.

La compétitivité résulte de l'adaptation de l'appareil productif qui doit fournir les meilleurs produits au meilleur prix sans dégrader l'environnement. Fournir les meilleurs produits sans dégrader l'environnement dépend de la compétence des travailleurs et de la clairvoyance des dirigeants et est donc de la responsabilité de l'entreprise et de l'impulsion de la collectivité nationale. Mais les fournir au meilleur prix nécessite que les entreprises ne soient pas les principales sources de la protection sociale. C'est pourquoi il est impératif de déplacer vers la consommation et l'impôt le financement de cette protection.

Reste à déterminer dans quelles proportions. C'est un sujet politique peu consensuel voire très idéologique. Les solutions que je propose le sont donc... excusez moi.

1- **Tout budget de fonctionnement devrait être équilibré,** au niveau de l'Etat comme au niveau des collectivités territoriales et des particuliers. Les investissements doivent être comptabilisés dans ce budget en fonction de leur durée d'amortissement (de vie) prévisibles.

2- Chaque collectivité (Etat, Région, Département, Commune) doit être responsable de ses choix et donc les assumer dans la plus grande autonomie aussi bien en ce qui concerne les recettes que les dépenses. **La décentralisation devrait être développée.** L'Etat doit faire confiance aux *élus* locaux. Et rechercher un meilleur équilibre entre les dépenses régaliennes et les autres, Paris, les Métropoles et les zones d'habitat dilué.

4- Les choix effectués par ces collectivités doivent toujours tenir compte du facteur humain afin d'assurer la meilleure égalité possible entre tous les administrés. Pour ceci **une étroite concertation entre les collectivités est indispensable, même si elle semble conduire à une perte de temps.** Mais seules **les collectivités doivent décider en sachant résister aux groupes de pression non élus.**

5- **L'Etat et les Collectivités devraient organiser des référendums à leur initiative ou à celle de leurs administrés lorsque des projets ne sont pas consensuels, et respecter les résultats du vote en sachant résister aux groupes de pressions non élus.** Afin d'éviter

toute contestation l'accord ou le refus devra être obtenu avec une majorité de 60% minimum. A défaut ce sont les élus qui auront le dernier mot.

6- Le budget de la Sécurité sociale : santé, assurance chômage, retraite **doit être du ressort de l'Etat : étudié et voté par les élus de la nation**. La fonction publique hospitalière doit être intégrée à la fonction publique d'Etat.

7-Tous les salariés des secteurs public (contractuels) et privé doivent être soumis aux mêmes règles. L'Etat patron sera soumis aux mêmes règles que les entreprises.

8- Les syndicats de salariés et patronaux doivent limiter leurs prérogatives à la définition dans chaque entreprise ou branche de leurs relations, des conditions de travail et de rémunération des salariés, de leur formation continue, des investissements et de la rémunération des dirigeants et actionnaires. On pourrait rêver qu'ils puissent s'accorder pour faire des propositions communes servant de base au travail législatif avant même que le gouvernement , qui doit garder l'initiative des réformes conformes à son programme, propose un texte contraignant.
L'évolution des salaires doit suivre celle de l'indice des prix.

9- Les députés ayant un rôle législatif et non local doivent représenter la diversité des opinions politiques de la nation. C'est pourquoi **au moins 33 % d'entre eux doivent émerger d'un calcul proportionnel** écartant les partis ayant obtenu moins de 5% des voix.

Les rémunérations des élus ne devraient pas être votées par eux même (mais par qui ?)

Les rémunérations des hauts fonctionnaires ministériels ne devraient pas excéder celles des ministres. Aucun employé du secteur public ne peut cumuler plusieurs fonctions et rémunérations.

Aucun avantage ne doit être accordé à un ex Président, Ministre ou Elu, sinon le droit, sur sa demande, à bénéficier d'une protection. Il doit bénéficier des mêmes droits à la retraite que n'importe quel autre salarié, ni plus, ni moins.

POUR UNE JUSTICE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE :

1- **Chacun doit savoir pourquoi il paye un impôt ou une taxe** et c'est au gouvernement de l'expliquer lors de chaque présentation de budget, et à l'école de l'enseigner.

2- **Dans le cadre de la justice fiscale économique et sociale l'impôt doit être une contribution des plus riches** (en revenu et/ou en patrimoine non productif de richesses mais uniquement de revenus) **en faveur des plus pauvres. C'est pourquoi j'approuve totalement la suppression partielle de l'ISF et son remplacement par l'ISFortune immobilière.**

3- **L'impôt devrait permettre de garantir un minimum de revenu mensuel** pour tous les foyers (voir le préambule). Pour assurer ce rôle il doit être augmenté en créant un barème plus progressif et une tranche supplémentaire pour les plus hauts revenus.

4- **L'impôt sur les successions doit aussi contribuer à ce rééquilibrage.** Son taux actuel est acceptable pour les successions inférieures à 150 000 € par Parent et par héritier. Au delà son taux devrait être augmenté. La valeur de l'appareil productif ne peut être incluse dans l'héritage qu'en cas de vente immédiate ou différée.

5- **L'impôt sur les sociétés** devrait se limiter à un impôt sur les bénéfices calculés après investissement local (= en France) et non distribués aux salariés et aux actionnaire ; Son taux **doit inciter les société à investir localement pour créer de l'emploi**. Pour les entreprises du numérique produisant du chiffre d'affaire en France le taux d'imposition sera appliqué au chiffre d'affaire de manière forfaitaire tant que leurs bénéfices ne pourront pas être correctement évalués.

6- **Les taxes** constituent l'essentiel des ressources de l'Etat. Ce sont elles qui sont dénoncées à juste titre par les moins favorisés. Pourtant elles sont indispensables. Mais leur destination étant obscure elles ne sont pas ou peu acceptées.

La TVA qui touche des produits néfastes pour la santé et l'environnement ou des consommations « futiles » accessibles aux seuls plus riches, ainsi que pour celles qui pourraient toucher spécifiquement **des produits provenant de pays exerçant un dumping social ou utilisant de la main d'œuvre enfantine** pourrait être portée à 30% à condition que son produit soit fléché vers les dépenses de santé (y compris les arrêts de travail pour maladie) , de protection de l'environnement et de transition énergétique ou de soutien aux chômeurs , et ne soit pas détourné.

La TVA concernant les produits de première nécessité (alimentation, loyer, électricité, énergie non génératrice de CO2 et de produits nocifs pour l'environnement ...) **pourrait être supprimée.**

Le taux de 20% étant conservé pour les autres produits.

7- **Il conviendrait de ne plus faire peser sur le travail** (cotisations salariales et patronales) **le coût de la protection sociale. Celle ci devrait reposer sur l'impôt et la consommation.**

Avantage : la diminution du coût du travail favoriserait la compétitivité des entreprises, créerait du travail et des emplois, diminuerait le montant de l'aide sociale. Les salaires nets augmenteraient.

Inconvénient : il faudra augmenter l'impôt sur le revenu pour compléter le financement de la protection sociale : santé, chômage, retraite. **Chaque foyer, y compris ceux qui actuellement ne sont pas imposés, devra donc contribuer à alimenter le budget de la SS en fonction de ses moyens ; un revenu minimum après impôt devra être garanti** (cf. préambule).

8- Chaque foyer pourra aussi souscrire une assurance complémentaire proposée par la SS ou bien par une complémentaire santé privée s'il préfère.

9- **Les accidents du travail et leurs conséquences seraient à la charge des entreprises qui souscriraient une assurance obligatoire** couvrant les frais de santé et d'arrêt de travail auprès d'organismes privés ou de la SS choisis après concertation avec les syndicats de salariés.

10- **Les revenus des retraités ne devraient pas être inférieurs de plus de 15% au revenu minimum des actifs** (cf. préambule).

La retraite maximum ne pourra excéder 3 fois la retraite de base aussi bien dans le privé que dans la fonction publique.

Chacun pourra cotiser à une caisse de retraite complémentaire.

11- Les allocations familiales doivent être augmentées mais avec un plafonnement à 3 enfants et être intégrées au revenu imposable.

12- **Chacun doit pouvoir bénéficier du même crédit de formations initiale et continue égal à 21 année à partir de l'âge d'obligation scolaire (2 ans).** Au delà de ces 21 années, la formation ne sera plus gratuite. Les années de formation en établissement payant sont incluses et non remboursables.

La formation continue doit être proposée en priorité à ceux qui n'ont pas eu de formation initiale suffisante. Elle doit être assurée par les **Entreprises** (et les CCI) qui définiront le cahier des charges, cofinancée par l'Etat, les Collectivités territoriales et les **Entreprises qui s'engageront à employer les personnes dont elles auront assuré la formation** en coopération éventuelle avec des établissements de formation initiale.

13- La politique d'immigration doit définir, d'après les données de pôle emploi et des entreprises, quelles sont les activités qui recherchent de la main d'œuvre pérenne. **Les**

immigrants qui sont ainsi entrés légalement sur le territoire et qui y travaillent en acceptant des postes refusés par les nationaux ou non pourvus par les travailleurs détachés de l'UE, **doivent être traités comme les nationaux en salaire, conditions de travail et formation continue.** L'employeur d'un immigrant illégal devra payer soit les frais de renvoi dans le pays d'origine (sauf s'il prouve matériellement qu'il a été dans l'impossibilité d'embaucher un national ou un travailleur de l'UE), soit une amende forfaitaire s'il déclare vouloir conserver son employé et justifier dans ce cas que l'emploi a obéi au droit du travail.

14- Une autre solution au déficit d'attractivité pour les nationaux de certains postes de travail serait d'augmenter significativement le salaire proposé en échange d'une formation réelle et de qualité surtout dans les secteurs des services qui peinent à fournir des prestations de type professionnel.

15- **A chaque foyer doit être proposé un logement salubre.** Ce sont les collectivités territoriales qui définiront le plan habitat locatif local garantissant une répartition homogène des diverses catégories de logements. **L'ISFortune immobilière devrait servir à favoriser la construction de ces logements.** Par contre pourront en être exemptés les propriétaires de logements d'habitat social dont les revenus locatifs généreront un impôt fléché vers le logement social public.

16- **Chacun doit avoir la possibilité d'être accueilli en EHPAD publique.** Les frais de dépendance seront à la charge de la SS. Les frais d'hébergement seront réglés par chaque pensionnaire ou leurs descendants. Les bénéficiaires de donations non imposées effectuées par le pensionnaire avant ou pendant son séjour seront obligés de participer jusqu'à une somme équivalente au montant de ces donations ou de l'héritage dont ils bénéficieront. Si les descendants ne sont pas solvables les frais d'hébergement seront pris en charge par les collectivités territoriales.

L'Etat et les collectivités territoriales doivent prévoir un budget d'investissement pour la création et l'entretien des EHPAD.

Les impôts sur les bénéfices des EHPAD à but lucratif doivent être utilisés à cet effet.

17- Droit au suicide assisté.

EN RESUME *en italique* : *sujets abordés en droite* : mesures proposées

DEMOCRATIE, ORGANISATION DE L'ETAT et des RELATIONS SOCIALES, TRAVAIL

- (renforcer la) *décentralisation*
- (renforcer le) *dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales*
- (donner aux citoyens la) *possibilité de proposer des référendums*
- (revoir le) « *timing* » *des élections présidentielles et de l'assemblée nationale*
- (revoir le) *mode de répartition des sièges de parlementaires,*
- (déclarer illégales et délictuelles voire criminelles les) *manifestations non déclarées et faire agir la justice et la police en conséquence.*
- (préciser les) *prérogatives et obligations des syndicats d'employeurs et d'employés*
- (déplacer vers une assurance obligatoire contractée par les employeurs le coût des) *accidents du travail*
- (unifier la) *fonction publique hospitalière et la fonction publique d'état*
- (revoir la nécessité de) *titularisation des fonctionnaire vs CDI après concours.*
- (définir les conditions d'embauche de) *contractuels dans le secteur public*

IMPÔTS et TAXES

- (Faire basculer sur l'impôt et les taxes (donc le budget de l'état) le) *financement des prestations sociales (santé, chômage, retraites)*
- *réduire la part des taxes et augmenter celle des impôts directs* dans les recettes de l'état
- (financer par l'impôt un) *complément de revenu minimum après impôt*
- *assiette de l'imposition (imposer dès le premier euro)*
- *réduire les niches fiscales*

- (créer une) *tranche supérieure d'imposition supplémentaire y compris pour les successions*
- (flécher explicitement dans le projet de budget, *l'utilisation des diverses taxes et impôts.*
- *TVA* : (attribuer un taux encore plus réduit aux marchandises non polluantes et de première nécessité et un taux encore plus important aux autres ainsi qu'à celles qui sont produites dans des pays « socialement voyous »)
- (renforcer les moyens humains pour la) *lutte contre la fraude fiscale*
- (augmenter les) *allocations familiales* (mais les plafonner à 3 enfants.)
- (utiliser le produit de l'IFI immobilière pour financer l'*amélioration de l'habitat*
- *équilibre budgétaire* : (imposer des recettes égales à la somme des dépenses de fonctionnement + amortissement) (déficit = 0)

CHOMAGE, FORMATION, RETRAITES

- *allocation chômage* : (réduire le montant mais allonger le temps d'indemnisation)
- (Créer un droit à la) *formation initiale et continue* (égal en durée pour tous.)
- *pensions*: (salariés : unifier leur calcul et supprimer tous les régimes spéciaux)
- (en instaurant un régime de retraite juste pour les professions libérales, les indépendants, commerçants et agriculteurs)
- (revoir le montant de la) *retraite minimum*

IMMIGRATION

- définir une *politique d'immigration* hors accueil des réfugiés) compatible avec les possibilités de l'emploi
- traiter comme les nationaux les *immigrés légaux*
- sanctionner l'embauche d'*immigrés illégaux*

FIN DE VIE

- (assurer pour tous ceux qui le souhaitent l'*accueil en EHPAD publique*
- (utiliser l'impôt sur les bénéfices des EHPAD à but lucratif pour financer la) *création et l'entretien des EHPAD publiques.*
- (légaliser le) *droit au suicide assisté*

EN RESUME *en italique* : *sujets abordés en droite* : mesures proposées

En **rouge** et **vert** : **coûts /recettes** pour **l'état**

En **bleu** et **brun** : **coûts/ recette** pour les **entreprises et/ ou les particuliers**

DEMOCRATIE, ORGANISATION DE L'ETAT et des RELATIONS SOCIALES, TRAVAIL

- (renforcer la) *décentralisation* (coût = 0)
- (renforcer le) *dialogue entre l'Etat et les collectivités territoriales* (coût = 0)
- (donner aux citoyens la) *possibilité de proposer des référendums* (coût = 0)
- (revoir le) « *timing* » *des élections présidentielle et du parlement* (coût = 0)
- (revoir le) *mode de répartition des sièges de parlementaires*, (coût = 0)
- (déclarer illégales et délictuelles voire criminelles les) *manifestations non déclarées* et faire agir la justice et la police en conséquence. (coût = 0)
- (préciser les) *prérogatives et obligations des syndicats d'employeurs et d'employés* (coût = 0)
- (déplacer vers une assurance obligatoire contractée par les employeurs le coût des) *accidents du travail* (**coût à calculer**)
- (unifier la) *fonction publique hospitalière et la fonction publique d'état* (coût = 0)
- (revoir la nécessité de) *titularisation des fonctionnaire vs CDI après concours.* (coût = 0)
- (définir les conditions d'embauche de) *contractuels dans le secteur public* (coût = 0)

IMPÔTS et TAXES

- (faire basculer sur l'impôt et les taxes (donc le budget de l'état) le) *financement des prestations sociales (santé, chômage, retraites)* (coût = 0)
(**Recette= à calculer**)

- (financer par l'impôt un) *complément de revenu minimum après impôt* (permettant une vie décente pour tous les actifs) (coût = à calculer)
(Recette= à calculer)
- *assiette de l'imposition* (imposer dès le premier euro) (recette= à calculer)
(Coût = à calculer)
- réduire les *niches fiscales* (recette= à calculer)
- (créer une) *tranche supérieure d'imposition supplémentaire y compris pour les successions*
(Recette à calculer)
(Coût = à calculer)
- (Flécher explicitement dans le projet de budget, l') utilisation *des diverses taxes et impôts* (et demander l'autorisation du parlement pour modifier ce fléchage). (coût = 0)
- *TVA* : (attribuer un taux encore plus réduit aux marchandises non polluantes et de première nécessité et un taux encore plus important aux autres ainsi qu'à celles qui sont produites dans des pays « socialement voyous ») (coût ou recette =????)
- (renforcer les moyens humains pour la) *lutte contre la fraude fiscale* (recette= à calculer)
- (augmenter les) *allocations familiales* (mais les plafonner à 3 enfants.) (Coût = à calculer) (recette= à calculer)
- (Utiliser le produit de l'IFI immobilière pour financer l'*amélioration de l'habitat* (coût = 0)
- *équilibre budgétaire* : (imposer des recettes égales à la somme des dépenses de fonctionnement + amortissement) (coût = 0) (déficit = 0)

CHOMAGE, FORMATION, RETRAITES

- *allocation chômage* : (réduire le montant mais allonger le temps d'indemnisation) (coût = 0)
- (créer un droit à la) *formation initiale et continue* (égal en durée pour tous) (coût = 0)
- *pensions*: (salariés : unifier leur calcul et supprimer tous les régimes spéciaux)
- (en instaurant un régime de retraite juste pour les professions libérales, les indépendants, commerçants et agriculteurs) (coût = 0)
- Revoir le montant de la *retraite minimum* (coût = à calculer)

IMMIGRATION

- définir une *politique d'immigration* (hors accueil des réfugiés) compatible avec les possibilités de l'emploi (coût = 0)
- traiter comme les nationaux les *immigrés légaux* (coût = 0)
- sanctionner l'embauche d'*immigrés illégaux* (coût = 0)

FIN DE VIE

- (assurer pour tous ceux qui le souhaitent l'*accueil en EHPAD publique* (coût = à calculer)
- (utiliser l'impôt sur les bénéfices des EHPAD à but lucratif pour financer la) *création et l'entretien des EHPAD publiques*. (coût = 0)
- (légaliser le) *droit au suicide assisté*